

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Mars 2017

SOMMAIRE

Délibérations.....Tome I page 1
Séance du 30 mars 2017

Décisions..... Tome I page 114
Séance du 30 mars 2017

Arrêtés Réglementaires..... Tome I page 142
Mars 2017

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 30 mars 2017**

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Hors Délégation

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Décentralisation du stationnement payant sur voirie
Redevances applicables sur les zones réglementées
au 1er janvier 2018**

La mise en œuvre prochaine de la réforme de la décentralisation et dépenalisation du stationnement sur voirie, issue de l'article 63 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1^{er} janvier 2018.

En effet, le paiement du stationnement devient une redevance d'occupation du domaine public.

L'amende pénale disparaît ; elle est remplacée par un Forfait Post Stationnement (FPS) que devront payer les usagers qui ne s'acquittent pas de la tarification en vigueur. Ce Forfait Post Stationnement est voté par le Conseil Municipal en même temps que le barème tarifaire. Il ne peut dépasser le tarif maximum de stationnement autorisé. Toutefois, il peut être minoré si l'usager le paie dans les 4 jours.

La ville pour mettre en œuvre le forfait post-stationnement doit modifier les barèmes tarifaires existants et ajuster la durée de stationnement maximale autorisée par zone.

Dans ce contexte, la ville de Montpellier a programmé la mise en application de la loi, en intégrant les modifications apportées par la réforme à partir du périmètre existant, et en intégrant les nouveaux quartiers à

forte pression en matière de stationnement, notamment Malbosc et Grisettes.

Les enjeux du stationnement sur voirie dans le cadre d'une politique de mobilité

Le stationnement, levier des politiques publiques de mobilité et d'aménagement urbain, permet de favoriser et de valoriser un partage de l'espace public, rare par nature dans les centres des grandes agglomérations.

Cette régulation de l'espace public permet :

- d'accentuer le service rendu à l'usager
- de satisfaire les multiples usages,
- de renforcer l'attractivité commerciale et touristique,
- de lutter contre les comportements inciviques et contre la fraude,
- d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, en limitant l'usage de l'automobile,
- d'améliorer la qualité de l'air.

La continuité des modalités de réglementation du stationnement

Le maintien de l'amplitude horaire du stationnement réglementé de 9 h à 18 h du lundi au samedi inclus ; le stationnement reste gratuit les jours fériés et le dimanche.

Le maintien de trois zones réglementées, courte, moyenne et longue durée avec incitation à la rotation des véhicules par l'affirmation d'une durée cible adaptée au forfait post-stationnement :

- une zone de courte durée ciblée à 2 heures soit 4 rotations par jour
- une zone de moyenne durée ciblée à 4 heures soit 2 rotations par jour
- une zone de longue durée ciblée à 6 heures soit 1 rotation par jour

Une quasi stabilité du périmètre réglementé existant.

La définition d'un zonage adapté aux exigences du Plan de Déplacement Urbain et de l'évolution de la ville

La politique de stationnement ne doit pas s'envisager au seul niveau des quartiers, et doit prendre en compte celui de la Ville et de la Métropole. Elle est un élément essentiel de l'organisation des déplacements à l'échelle des bassins de vie et de mobilité. Elle doit également intégrer la diversité des usages et s'adresse à tous les usagers de la voirie.

Le stationnement sur voirie a toute sa place dans les politiques de la mobilité et au développement du territoire au côté des autres démarches de planification : plan local d'urbanisme intercommunal et plan de déplacement urbain.

La politique de stationnement s'inscrit également dans la démarche de développement durable à laquelle la ville de Montpellier est très attachée :

- amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air,
- orientation du choix des usagers vers des modes de transports plus respectueux de l'environnement,

- amélioration de l'accessibilité au centre-ville avec un report du stationnement longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage ...

Dans ce cadre, le zonage prend en compte les besoins du stationnement, les usages, l'évolution de la ville ainsi que l'aménagement des nouveaux quartiers.

Le plan des zones de stationnement réglementé proposé au 1^{er} janvier 2018 est présenté en annexes.

Par arrêté, le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police définit, les règles de stationnement applicables sur le territoire communal. Il appartient maintenant au Conseil Municipal, en application des dispositions de l'article L2333-87 du CGCT, de fixer le montant des redevances applicables sur ces zones.

La définition d'un barème tarifaire en réponse aux exigences du Forfait Post Stationnement et aux nouveaux besoins

La présente délibération a pour objet conformément à l'article L2333-87 du CGCT de proposer des tarifs qui prennent en compte :

- le maintien d'un tarif identique voire inférieur aux tarifs 2017 pour les deux premières heures de chacune des trois zones,
- le maintien du tarif résident mensuel,
- une baisse du tarif résident annuel (deux mois offerts),
- baisse du tarif préférentiel mensuel ou annuel (avec deux mois offerts) pour les résidents détenteurs d'un abonnement annuel de transports en commun urbain (tramway et bus).
- Le maintien de deux abonnements résidents par foyer,
- Le maintien des 30 premières minutes gratuites pour les usagers du stationnement sur voirie,
- la prise en compte des besoins spécifiques de certaines professions : artisans, professionnels de la santé et de l'action sociale, aides à domicile, en leur offrant la possibilité de forfaits journalier, mensuel ou annuel.
- Le maintien d'une durée cible de stationnement maximum par zone afin de maintenir la rotation des véhicules.
- L'incitation de l'usager à utiliser les parcs de stationnement en ouvrage au-delà de cette durée cible,
- La prise en compte de la méthode de détermination du forfait post-stationnement (FPS).

En effet, la modification de l'amende pénale en forfait post-stationnement ne doit pas pénaliser les usagers.

Par conséquent :

- **Pour les zones jaunes et orange** le forfait post stationnement minoré que l'usager peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 17 €, montant de l'amende actuelle. Dans le cas où l'usager préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant correspondra au montant actuel de l'amende pénale majorée soit 33 €.
- **Pour la zone verte** le forfait post stationnement minoré que l'usager peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 10 €. Dans le cas où l'usager préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant est fixé à 17 €, montant de l'actuelle amende pénale.

30 minutes gratuites par jour toutes zones	Tarif 2018
Carte Oxygène pour tous → 30 minutes gratuites par jour	0,00 €

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif normal 3h	10,00 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	2,00 €
Tarif normal 3h	3,00 €
Tarif normal 4h	4,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	17,00 €
Tarif normal 7h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €

Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1,00 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	10,00 €
Tarif normal 9h	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Personne à Mobilité Réduite	Tarif 2018
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Résidents (tarif par voiture - 2 véhicules au maximum par foyer sur justificatifs*)	Tarif 2018
Tarif résident 1 mois	15,00 €
Tarif résident 1 mois avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus)	3,00 €
Abonnement annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150,00 €
Abonnement annuel avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou	30,00 €

Bus)	
------	--

*Liste des justificatifs à fournir :

- Bail, acte notarié ou taxe d'habitation
- Dernière facture électricité (datant de moins de 3 mois), téléphonie fixe ou assurance habitation
- Carte grise du véhicule
- Justificatif de l'abonnement annuel des transports en commun

Artisans / Aide à Domicile / Santé & Action Sociale (stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sans limitation de durée - 1 véhicule par demandeur sur justificatifs**)	Tarif 2018
Forfait 1 jour	2,00 €
Forfait 1 mois	20,00 €
Forfait 1 an	200,00 €

**Liste des justificatifs à fournir :

➤ **pour les artisans :**

- la carte grise du véhicule (au nom de la société ou de l'artisan)
- un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APERM) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les aides à domicile :**

- la carte grise du véhicule (au nom de l'entreprise ou de l'association)
- l'agrément préfectoral en cours de validité de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les professionnels de santé et d'action sociale :**

- la carte grise du véhicule
- la carte professionnelle en cours de validité attestant leur appartenance aux professions de santé telles que définies par le code de la santé publique : infirmiers libéraux, kinésithérapeutes, sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, pharmaciens, médecins, chirurgiens-dentistes, orthodontistes, odontologues, ergothérapeutes, audioprothésistes, opticiens-lunetiers, prothésistes, orthésistes, diététiciens, psychomotriciens, vétérinaires, auxiliaires médicaux (podologues, pédicures, aides-soignants), auxiliaires de puériculture et ambulanciers
- justificatif de domiciliation du local (datant de moins de 3 mois)

Vu l'avis qui a été rendu par le Conseil de Métropole le 29 mars 2017 sur la proposition de détermination par le Maire de Montpellier des conditions de réglementation du stationnement sur voirie ainsi que sur la proposition de barème tarifaire soumise à l'approbation du conseil municipal de Montpellier dans la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances applicables sur les zones réglementées pour le stationnement payant sur voirie à compter du 1^{er} janvier 2018 dans les conditions prévues par la délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Zonage actuel**

Cite Mion

Les Aubes Antigone Pompignane

Arceaux Figuerolles

Cité Astruc Clementville Beausoleil

Celleneuve

Malbosc

Les Grisettes

Port Marianne

cadrage des conditions applicables à l'arrêté du Maire

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Hors Délégation

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Dématérialisation du dossier de convocation aux séances du Conseil municipal - Modification du règlement intérieur de l'assemblée - Article L. 2121-8 CGCT

Selon les termes de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « *Le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ». Outil de régulation qui assure l'organisation démocratique de l'assemblée délibérante, le règlement intérieur fixe notamment les modalités de convocation des élus au Conseil municipal.

Selon les dispositions de la loi NOTRe, qui ont modifié l'article L. 2121-10 du CGCT, la convocation des membres du Conseil municipal peut être adressée par écrit, au domicile des conseillers municipaux ou, s'ils en font la demande, envoyée à une autre adresse ou transmise de manière dématérialisée.

S'inscrivant dans une démarche générale de modernisation de l'administration, d'amélioration du droit à l'information des élus et de développement durable, il est proposé à l'approbation du Conseil municipal le passage à l'envoi dématérialisé des convocations et dossiers du Conseil municipal. Cette dématérialisation permet notamment, outre une mise à disposition immédiate des documents aux élus, une véritable réduction des coûts de reprographie et d'affranchissement.

Afin de s'assurer du respect des délais de convocation d'une part et de la traçabilité des documents d'autre part, l'envoi sera effectué par l'intermédiaire d'une plate-forme de dématérialisation sécurisée FAST-élus, fournie par la société DOCAPOST-FAST, branche numérique du groupe La Poste, et utilisé par la collectivité depuis 2013 pour

l'envoi des convocations aux réunions préparatoires et au Conseil municipal.

Il est donc proposé que soit transmis par la plate-forme FAST-Elus les dossiers de convocation aux séances de l'assemblée délibérante à compter du Conseil municipal du 27 avril 2017.

Afin de permettre aux élus municipaux l'accès à leur dossier de convocation électronique pour la préparation et les séances de l'assemblée, il sera proposé aux élus en faisant la demande de les équiper de matériel informatique portable. Cette mise à disposition de matériel sera mise en œuvre d'ici le mois de juin 2017. Un questionnaire sera transmis à tous les élus, leur demandant de faire état de leurs besoins informatiques dans le cadre de ce passage à la dématérialisation.

Il est donc nécessaire d'adapter le règlement intérieur du Conseil, en modifiant son article 2 relatif aux modalités de convocation aux réunions de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du passage à la convocation dématérialisée aux réunions de l'assemblée délibérante,
- D'approuver la modification du règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : *31 mars 2017*

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Règlement intérieur**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Hors Délégation

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Convention cadre de partenariat avec l'association TELA BOTANICA

La Ville de Montpellier est engagée dans la connaissance et la protection de sa biodiversité, ainsi que pour la sensibilisation et l'éducation des montpelliérains aux enjeux relatifs à la biodiversité.

L'association Tela Botanica, réseau des botanistes francophones est un partenaire important de la Ville en ce qui concerne la connaissance de son patrimoine naturel végétal, et la sensibilisation des Montpelliérains à la botanique.

Tela Botanica met en œuvre et anime de nombreux programmes de sciences participatives visant à mieux connaître la biodiversité floristique en milieu urbain : « Smart'Flore, Sauvages de ma rue, Carnet en ligne, Florilèges », auxquels la Ville de Montpellier et ses habitants participent.

Dans ce contexte et dans la continuité des précédentes conventions de partenariat établies en 2010 et 2013, la Ville souhaite prolonger son partenariat avec l'association Tela Botanica par une convention cadre de partenariat d'une durée de trois ans.

La présente convention cadre de partenariat définit les modalités de collaboration entre les parties, notamment en termes de communication, ceci afin de valoriser les actions et programmes relatifs à la biodiversité floristique menés par les deux parties signataires.

Cette convention est sans incidence financière pour la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention cadre de partenariat avec l'association Tela Botanica jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Convention partenariat Tela Botanica**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Urbanisme et Aménagement
durable

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Commission n°2 Affaires
générales



L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

QUARTIER CEVENNES

Projet de Rénovation Urbaine (Petit Bard - Pergola)

Modification de la délibération du 6 novembre 2014

Demande de renouvellement d'agrément de candidature lot N - FDI

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), a été signée à Montpellier le 25 novembre 2005. Ce projet de rénovation urbaine porte sur un programme ambitieux d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des habitants, de désenclavement du quartier et de revalorisation de son image. Ce programme intègre en particulier :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 462 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de 868 logements publics et privés,
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'une centralité commerciale).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, le Conseil municipal a, sur proposition de la SERM, agréé la candidature de la société FDI Groupe pour le lot N, en vue de la réalisation de 65 logements collectifs (30 sociaux financés en PLUS-PLAI et 35 en accession à la propriété en zone ANRU) et 253 m² de commerces en rez-de-chaussée, soit une surface de plancher globale de 4 884 m² pour une SDP maximale autorisée de 5 963 m².

Devant les difficultés de commercialisation rencontrées par la société FDI Groupe, sur la partie accession à la propriété du lot N, soit 35 logements, la SERM a proposé une modification du programme initial. Il est proposé de réaliser 26 logements en PLS « patrimoniaux » et 9 logements en PSLA (Prêt Social Location-Accession destiné à favoriser l'accession abordable à la propriété) à la place des 35 logements en accession à la propriété ANRU. Ainsi, sans perdre de vue les objectifs du projet, cette évolution du programme assurera une mixité et permettra à terme la vente des logements à leurs occupants.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer, de nouveau, la candidature de la société FDI Groupe, pour la réalisation du lot N, situé au cœur du quartier, avec la programmation modifiée détaillée ci-dessous :

Maître d'ouvrage :	FDI Groupe 123 bis avenue de Palavas CS 10006 34 078 MONTPELLIER Cedex 3
Localisation du projet :	Section KV n°359 et n°360
Surface du lot :	2 122 m ²
Nature du projet :	65 logements collectifs Bât. A : 35 logements 9 PSLA 26 PLS (loyer PLS plafonné à 80% du montant autorisé) Bât B : 30 logements sociaux 2 PLAI 28 PLUS CD 253 m ² de commerces en rez-de-chaussée
SDP envisagée :	4 631 m ² pour les logements 253 m ² pour les commerces
SDP maximale autorisée :	5 963 m ²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification du programme de logements ;
- d'agréer de nouveau la candidature de la société FDI Groupe pour le lot N du projet de rénovation du

- quartier Cévennes/Petit Bard, en vue de la réalisation de 65 logements collectifs ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : **31 mars 2017**

**Liste des annexes transmise en préfecture:
plan de localisation lot N**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert CÔTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Foncier
Quartier Port Marianne - Consuls de Mer (4ème extension)
Cession à la SA3M de 8 parcelles

Le quartier Port Marianne-Consuls de Mer s'est développé dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le fleuve, avec pour objectif principal d'apporter à cette partie de la ville qui s'était urbanisée sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC), ce quartier s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 27 hectares dont l'aménagement s'est organisé en 4 périmètres successifs. Les diverses programmes développés ont permis de créer de nombreux logements, bureaux, commerces de proximité ainsi que des équipements et aménagements publics ou privés.

La Ville est propriétaire de huit parcelles bâties ou en nature de terrain nu, situées avenue du Petit Train, chemin de Moularès et rue du Moulin des 7 Cans, cadastrées EY 156-157-161 et EZ 152-154-158-159-175, pour une superficie de 4 097 m² au total.

La SA3M, concessionnaire de la Ville dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur couvrant notamment l'aménagement de la 4^e extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, a sollicité la Ville en vue d'acquérir ces parcelles.

Suivant avis du 9 février 2017, les services fiscaux ont évalué ces parcelles, classées en zone 1U1, 1U6 ou 1U9 du plan local d'urbanisme, à 2 564 217 € (deux millions cinq cent soixante-quatre mille deux cent dix-sept euros).

Il est proposé de céder à la SA3M ce foncier au prix fixé par les Domaines, pour un montant total de 2 564 217 € net vendeur:

Numéro de parcelle	Adresse	Superficie parcelle	Surface habitable	Montant de cession
EY 156	320 avenue du Petit Train	575 m ²	110 m ²	264 976 €
EY 157	748 chemin de Moularès	635 m ²	nu	123 789 €
EY 161	286 avenue du Petit Train	407 m ²	80 m ²	261 584 €
EZ 152	548 rue du Moulin des 7 Cans	623 m ²	80 m ²	346 115 €
EZ 154	512 rue du Moulin des 7 Cans	224 m ²	46 m ²	92 053 €
EZ 158	540 rue du Moulin des 7 Cans	693 m ²	157 m ²	668 408 €
EZ 159	520 rue du Moulin des 7 Cans	616 m ²	120 m ²	476 517 €
EZ 175	219 avenue du Petit Train	324 m ²	110 m ²	330 775 €
	total	4 097 m²	703 m²	2 564 217 €

Les immeubles bâtis cadastrés EZ 154, 158, 159 et 175 sont loués au titre de baux locatifs que la SA3M s'engage à reprendre.

Il est convenu entre la Ville et la SA3M de la mise en place d'un échéancier permettant le paiement du prix en trois versements :

- 833 000 € nets vendeur à la signature de l'acte de cession prévue au plus tard fin 2017,
- 865 000 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte en 2018,
- 866 217 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte en 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées EY 156-157-161 et EZ 152-154-158-159-175 au prix de 2 564 217 € (deux millions cinq cent soixante-quatre mille deux-cent dix-sept euros) ;
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
visuels consuls de mer**

avis des Domaines

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Foncier
Zone d'aménagement concerté du Coteau
Convention opérationnelle entre la Ville
et l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon
Avenant n°2

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier, la Ville a approuvé, par délibération du 3 octobre 2011, la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau d'une superficie de 26 hectares.

L'aménagement du futur quartier du Coteau permettra la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, intégrant également des commerces et des services. Il permettra également un traitement qualitatif des espaces publics, en particulier des espaces paysagers, tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc.

En vue de la réalisation de cette ZAC, la Ville a signé le 3 mai 2012 une convention opérationnelle avec

l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) pour assurer le portage des acquisitions foncières de la ZAC à hauteur de 10 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 21 mai 2012 pour une durée de 5 ans.

Par avenant n°1 du 7 septembre 2012, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de porter le montant prévisionnel de l'engagement financier à 12 500 000 €.

L'EPF-LR a réalisé la totalité des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement pour un montant de 11 768 761 €, hors frais annexes honorés en sus lors de la réitération des acquisitions (géomètre, notaires, frais de démolition,...) et hors indexation conventionnelle.

Cette convention arrive à échéance le 21 mai 2017.

La procédure de concours d'urbanisme en vue du choix de l'architecte en chef de la ZAC a été initiée en janvier 2016 pour conduire à la désignation en décembre 2016 de l'équipe lauréate Devillers & Associés (mandataire).

Par ailleurs la procédure visant à la désignation de l'aménageur de la ZAC est engagée qui devrait aboutir par la signature d'un traité de concession avant la fin du premier semestre 2017.

Toutefois, afin de permettre de réduire le découvert de trésorerie de l'opération et ses frais financiers, la Ville a sollicité le 17 novembre 2016 auprès de l'EPF-LR une prolongation de la durée de la convention de l'ordre de deux à trois ans, mieux adaptée à la réalité des obligations de calendrier d'une opération complexe de cette importance.

Compte tenu des contraintes inhérentes aux conditions du plan pluriannuel d'investissement de l'EPF-LR (2013-2018) et de la potentielle application d'un taux de majoration sur le prix de revente des biens qui doit être étudiée de part et d'autre, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de ménager le temps nécessaire à cet échange par adoption d'un avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 visant à proroger sa durée pour un peu plus de trois mois à compter du 21 mai prochain et ce, à titre gratuit.

Ce délai venant à terme le 3 septembre 2017 permettra d'étudier l'opportunité d'une nouvelle prorogation de la convention avec l'EPF-LR, en fonction de la négociation de ses conditions financières et, notamment, de l'éventuelle majoration des prix de rachat foncier à l'EPF-LR par la Ville ou son aménageur.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 signée avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon prorogeant à titre gratuit l'échéance de la convention opérationnelle relative à la ZAC du coteau jusqu'au 3 septembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ledit avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
GTU**

Avenant n° 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Foncier
Bâtiment technique municipal
Acquisitions foncières
Avenue Etienne Méhul
Secteur Garosud Extension**

Dans le cadre de la réalisation par la Ville de Montpellier d'un bâtiment technique destiné à la direction mutualisée du service Protocole Ville-Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville doit acquérir deux parcelles appartenant à la SERM et une parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le secteur de Garosud-extension.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- parcelle cadastrée OB 94 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, située avenue Etienne Méhul, pour une surface non bâtie de 865 m². Cette parcelle sera acquise par la Ville à 8 euros /m², conformément à l'avis des Domaines en date du 16 décembre 2016,
- parcelle cadastrée OB 22 appartenant à la SERM, située avenue Etienne Méhul, pour une surface non bâtie de 1 571 m². Cette parcelle sera acquise par la Ville à 8 euros /m², correspondant au prix de l'acquisition réalisée par la SERM en 2008,

- parcelle cadastrée OB 84a appartenant à la SERM, située avenue Etienne Méhul, pour une surface non bâtie de 1 191 m². Cette parcelle sera acquise à l'euro symbolique, en référence au prix convenu entre la Ville et la SERM lors de l'échange foncier intervenu le 22 décembre 2014, qui a rendu la SERM propriétaire de ce bien.

Par ailleurs, la Ville sollicite de la SERM la constitution de deux servitudes nécessaires à la réalisation de l'opération concernant, d'une part, une dispense de respect des prospects et, d'autre part, une dispense de servitude de vue pour le foncier dont elle reste propriétaire (parcelle OB 24b), ce foncier étant aménagé en bassins de rétention. Le montant total des acquisitions est d'environ 19 473 €, à affiner au prorata du nombre de m² qui seront recalculés au besoin par géomètre-expert.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée OB 94 au prix de 8 € le m² ;
- d'autoriser l'acquisition par la Ville à la SERM des parcelles cadastrées OB 22 au prix de 8 € le m² et OB 84a à l'euro symbolique ;
- de demander à l'office notarial de Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger les actes authentiques de régularisation des ventes et servitudes aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à ces actes sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:
plan de situation et parcellaire

plan de masse projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Foncier

Transfert de biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise à ce titre que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la Métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant par les communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il convient donc d'effectuer le transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens ayant fait l'objet de conventions de mises à disposition au profit de Montpellier-Agglomération.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnités, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'équipement culturel du Corum :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Date d'acquisition par la Commune	Servitudes
Le Corum	BZ 620	6 044 m ²	Actes	Diverses servitudes à maintenir
	BZ 630	5 827 m ²	du 02/06/1986 à Combettes/Escand	
	BZ 618	1 501 m ²	du 02/06/1986 à Cuoc/Cambettes ;	
	BZ 624	43 m ²	du 06/04/1987 à Roche ;	
	BZ 668	127 m ²	du 07/06/1986 à Saumade/Soulas ;	
	BZ 667	211 m ²	du 08/12/1990 à Fauconnet ;	
	HM 505	161 m ²	du 10/04/1985 à Aimes ;	
			du 16/03/1987 à Vannoni ;	
			du 17/11/1986 à Dussarat ;	
			du 19/01/1987 à Breguiboul ;	
			du 19/08/1985 à Berger ;	
			du 23/02/1987 à Gasson ;	
			du 23/03/1987 à Geniez ;	
			du 23/12/1986 à Grezes ;	
			du 24/04/1987 à Boulet ;	
			du 26/01/1987 à Bouquier ;	
			du 28/04/1987 à CHR ;	
			du 29/12/1986 à Guiraud/Grégoire	

La répartition des quotes-parts antérieurement définies au titre de l'état de division en volumes du 3 juin 1988 modifié existant sur cet équipement demeure également inchangée, la Ville demeurant en conséquence propriétaire des lots non mis à disposition.

Concernant les lots-volumes de cet équipement, objets d'une mise à disposition antérieure au profit de Montpellier-Agglomération, l'inventaire comptable des deux collectivités a été préalablement arrêté et demeure inchangé. Les volumes cédés issus de la mise à disposition sont valorisés à hauteur de 136 millions d'euros à l'inventaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole le bien cadastré identifié ci-dessus ;
- de procéder à la rédaction de l'acte administratif ou notarié de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Urbanisme et Aménagement
durable

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.



Montpellier Grand Cœur
Secteur "Boutonnet Beaux-arts"
Instauration d'un périmètre d'étude au sens de l'article
L.424-1 du code de l'urbanisme

Le secteur intitulé « Boutonnet Beaux-arts », situé dans la partie nord de ces faubourgs, se distingue par de grandes entités parcellaires fortement susceptibles d'évoluer à l'avenir sur le plan urbain.

La Ville de Montpellier prend par conséquent l'initiative d'anticiper ces transformations pour que celles-ci tiennent compte de l'ensemble du contexte urbain. L'objectif est d'aider les porteurs de projets à prendre conscience du potentiel de ce secteur et à concevoir des projets s'inscrivant dans une dynamique partagée avec les parcelles voisines qui, elles aussi, muteront dans les années à venir.

Diverses études réalisées ou engagées permettent de cerner la problématique urbaine de ce secteur :

- cadrage des études patrimoniale et urbaine lors du départ de l'École militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM),
- reconversion du site Marie Caizergues, ancien orphelinat légué à la Ville, dont seuls les locaux administratifs de l'établissement public subsistent à ce jour,
- requalification du site des archives départementales accompagné d'un programme immobilier,
- mise en place de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en remplacement de la zone de protection du patrimoine architectural et paysager (ZPPAUP).

Notamment le fonctionnement urbain de ce secteur nécessite une action sur les espaces publics, sur la trame urbaine, tels que :

- le parc public rue Lakanal,
- l'accès au lieu de mémoire (chevet de la chapelle, côté Lauwe), à partir d'un cheminement piéton à créer le long du ruisseau Chambéry, en limite nord,
- l'élargissement de la rue du 81^{ème} régiment d'infanterie, telle que prévue au PLU,
- le réaménagement de la rue Turgot.

A plus grande échelle, ces différents sites sont en situation de permettre une meilleure articulation entre la centralité de faubourg identifiée aux Beaux-Arts (place des Beaux-Arts / place E Combes / rue de la Cavalerie), le faubourg Boutonnet (place H. Krasucki / rue commerçante du faubourg Boutonnet) ainsi que le secteur du Mail des Abbés (en lien avec le secteur Saint-Lazare et l'avenue François Delmas). Une liaison urbaine peut ainsi être trouvée à travers une continuité bâtie, voire commerciale, mais aussi par des cheminements piétons et cycles et des espaces publics créant une perméabilité dans ces grands îlots enclavés.

Dès lors, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et d'éviter toute dénaturation de ces secteurs de la ville, il s'avère nécessaire dès aujourd'hui d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme.

L'instauration de ce périmètre d'étude, dont la description délimitant l'aire concernée est jointe en annexe de la présente délibération, permettra à la collectivité et aux instances compétentes, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui ne seraient pas en adéquation avec les dispositions futures issues des études engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser M le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

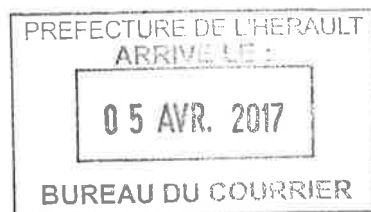
Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Périmètre d'étude**

illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la

Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

<p>CHEZ TANTINE, Gérante : Mme Florence MOUCHAGUE-BULOT 1 place Rondelet</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés. <i>5 500 € de subvention travaux</i></p> <p style="text-align: right;">Montant de la subvention : 2 750,00 €</p>	
---	--

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 2 750,00 € correspondant à la re-qualification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
illustration**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.



**Quartier Mosson
Secteur ' Mas de Campagne '
Instauration d'un périmètre d'étude
(article L 424-1 du code de l'urbanisme)
Approbation**

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier de la Mosson et d'une superficie totale d'environ 53 hectares, le site d'étude « Mas de Campagne » recouvre les emprises foncières de Sanofi, de Montpellier Business School ainsi que des importants espaces d'accompagnement de voirie situés entre le rond-point « Portes de l'Hérault » et le rond-point de « la citoyenneté ».

Les infrastructures routières marquent fortement ce secteur avec la présence de voies structurantes à l'échelle métropolitaine (rue du Professeur Blayac, avenue des Moulins, ...), accompagnées de leurs grands giratoires.

Pourtant, si ce secteur apparaît comme largement dominé par un système circulatoire dense, il dispose néanmoins d'atouts indéniables avec :

- la présence de masses boisées et notamment celle qui accompagne l'ancien mas de Campagne,
- la très grande proximité du parc Malbosc,
- la présence d'équipements scolaires publics lycée et collège,
- l'existence de nombreux cheminements cyclables et piétons.
- et bien entendu, la présence d'une station de la ligne 3 de tramway (arrêt hôtel du département).

Face au départ annoncé de Montpellier Business School sur le secteur le quartier Cambacérès, la collectivité est amenée à s'interroger sur la mutation d'un secteur plus large dans l'objectif de favoriser la mixité fonctionnelle, en proposant à la fois logements, commerces et activités. Aussi, pour garantir une cohérence urbaine d'ensemble, la Ville souhaite encadrer les mutations qui pourraient intervenir par l'établissement de préconisations urbaines et paysagères. Des études ont donc été réalisées et leurs résultats ont été intégrés dans la dernière modification du PLU sous la forme d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP).

Les opérations d'aménagement susceptibles de se développer dans ce secteur devront donc s'appuyer sur la présence d'un environnement paysager de qualité et sur une très bonne accessibilité, tout en tenant compte de la sensibilité hydraulique particulière du site avec le maintien de transparences et la création d'un dispositif de rétention. Ces opérations viendront compléter l'aménagement de la ZAC du Coteau, située au nord du secteur d'étude, et participeront pleinement à la requalification de ce secteur de la ville, facteur d'une nouvelle attractivité.

En complément des réflexions déjà menées, les prochaines études permettront d'affiner la programmation urbaine du périmètre avec une définition cohérente des équipements publics ; réflexions qui permettent également d'accompagner la révision du Plan Local d'Urbanisme en PLUI portée par Montpellier Méditerranée Métropole. Plusieurs enjeux sont liés à ces études et en particulier :

- Inscrire le site dans le grand paysage en conservant les perspectives et les vues lointaines,
- Préserver les espaces de qualité et en particulier les boisements existants,
- Favoriser les modes de déplacements doux,
- S'adosser à la station de tramway existante pour structurer un espace public fédérateur,
- Structurer ce nouveau morceau de ville dense en respectant la topographie et les transparences hydrauliques du site.

Pour garantir la réalisation de ces objectifs, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi est-il proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Mas de Campagne » ;

- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
périmètre**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Démocratie participative et
Maisons pour tous

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Réhabilitation salle Feuillade et création de la 23^{ème} maison pour tous.

Dans le cadre de l'ANRU 2, Monsieur le Maire a souhaité la réhabilitation de l'ancienne Salle Louis Feuillade située sur le Grand Mail. Ce nouveau lieu municipal deviendra la 23^{ème} Maison pour tous de la Ville de Montpellier ; il sera géré selon les objectifs définis lors du conseil municipal du 30 Mars 2017 et aura comme axes prioritaires les cultures urbaines et l'image.

L'équipement proposera sur 600 m² :

1 salle de spectacle (130 places) : La programmation est envisagée autour du Slam et de la poésie contemporaine, de l'humour, du spectacle pour enfants, des arts du cirque, des musiques actuelles/ Rap Hip Hop.

1 salle de cinéma (90 places) : La programmation assurée par la programmatrice du Cinéma Nestor Burma, (Direction de la Culture et du Patrimoine) comprendra un volet à destination des scolaires (écoles/collèges), et un volet à destination de tous les publics dans un cadre identique à celui du cinéma municipal Nestor Burma.

1 studio vidéo : Il proposera des ateliers « découverte » et des stages en direction de tous les publics ayant pour but l'apprentissage du langage audiovisuel et de ses techniques. Il accompagnera les projets des vidéastes / cinéastes amateurs dans les domaines de la fiction, du documentaire, ou du clip vidéo.

1 studio de répétition théâtre et danse : Ce sera un lieu de répétition ouvert aux associations et particuliers.

1 incubateur : Un espace de travail pour les entrepreneurs culturels et une salle de réunion/formation pour les associations et les particuliers.

A ce jour l'isolation et la toiture de l'équipement ont été repris, la salle de cinéma est achevée, un ascenseur a été posé et la salle de spectacle est en partie réalisée.

Le nouveau programme prévoit la mise en conformité de la scène dans la salle de spectacle, la création d'un accueil, la reprise des menuiseries extérieures, la création d'une mezzanine, de deux bureaux, la mise en conformité et en sécurité de l'ensemble des locaux, la reprise des sols, des murs, des peintures des parties communes et des salles d'activités, et une nouvelle signalétique.

Coût de l'opération : Dans le cadre de ce nouveau programme la Ville de Montpellier a prévu d'exécuter les travaux en 2017 pour un montant de 375 000 € HT et a inscrit cette somme à son budget primitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, fonction 903, nature 21318.
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Région au titre des crédits européens (ATI-FEDER).
- De créer une 23^{ème} maison pour tous dénommée Louis Feuillade.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Démocratie participative et
Maisons pour tous**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 320 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : Systema-RMA 34 : 320€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3400€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les effrontés du micro 105€, Musika 105€

MPT CHOPIN : En corps 55€, Jazz à tous les étages 110€

MPT CURIE : Riroli 110€, Arbre de vie 55€

MPT DUBOUT : Hopifac 55€

MPT GUILLERME : Terrain2je, Les ours molaires 110€

MPT LAGRANGE : Attitude 660€, Flamenco puro 660€, Africatala 660€

MPT MERCOURI : Pyramide 220€, Eurogrèce 220€

MPT RICOME : Association vie active des Arceaux 55€

MPT VIAN : Comité de quartier Aiguerelles la Rauze 110€

Maison de la Démocratie : France bénévolat 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
TABLEAU ANNUEL.pdf**

TABLEAU PONCTUEL.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Réussite éducative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Interventions d'associations dans les écoles - Autorisation de signer les conventions

Dans le cadre de la réalisation de projets culturels (lecture, musique) ou d'aide à la socialisation, notamment dans le domaine du handicap, les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, proposent d'intervenir en temps scolaires et périscolaires de façon bénévole pour l'année scolaire 2016/2017.

ASSOCIATIONS	ADRESSE DES ASSOCIATIONS	Type d'intervention
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT – Lire et faire Lire	22, rue Claret 34080 Montpellier	Plaisir de la lecture
SESSAD l'OMBRELLE	11, rue du Romarin 34990 JUVIGNAC	Soutien à la socialisation
Les amis de la rochelle	28, rue de la rochelle 34000 Montpellier	Animation autour de la musique

Ces projets doivent faire l'objet de conventions, qui fixeront en outre, les lieux et créneaux d'interventions ainsi que les responsabilités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions d'intervention jointes en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Convention Lire et faire lire**

convention SESSAD

convention les amis de la Rochelle

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Réussite éducative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de
centres de loisirs- Autorisation de signer les conventions d'occupation-
Approbation des subventions en nature.**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en

Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf.article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant.

ASSOCIATIONS	ADRESSE ASSOCIATIONS	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant de la Subvention en nature
ACLE	183 Allée de l'Aqueduc 34080 MONTPELLIER	DAUBIE	3 000,00 €
EVILEN MOUVEMENT	88, Rue Antoine Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER	TERESA - JULES FERRY	6 440,00 €
FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs 34090 Montpellier	CALMETTE/ AUBIGNE	32 420,00 €
LA GERBE	19, Rue Chaptal 34000 MONTPELLIER	SEVIGNE	6 500,00 €
LE PETIT RELAIS	1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER	PASTEUR/ GARNIER	9 000,00 €
LE RELAIS DES PETITS	1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER	ROUSSEAU	9 000,00 €
LES ENFANTS D'HELENE	286, Av Aiguelongue 34000 MONTPELLIER	MITTERRAND	22 360,00 €
LES FRANCAIS DEL'HERAULT	6, Rue des Bougainvillières résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	BALARD	27 540,00 €
LES FRANCAIS DEL'HERAULT	6, Rue des Bougainvillières résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	RENAUD + NERUDA	13 770,00 €
MUC VACANCES	150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	SIBELIUS	14 250,00 €
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	PASCAL	6 900,00 €
MUC VACANCES	150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	CHAPLIN	11 100,00 €
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER	BERNHARDT	10 100,00 €
PEP 34	21, Rue Jean Giroux escalier 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4	YOURCENAR	15 700,00 €
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	FLORIAN / SIMON	1 190,00 €
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	MOZART/ MORISOT	6 540,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus,
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Annexe convention locaux ALSH**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Réussite éducative

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2017

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €. Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V. E.) de la Caisse d'Allocations Familiales pour les enfants éligibles à ce dispositif et concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

-la Ville intervient du 1^{er} au 7^{ème} jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

-à partir du 8^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 7^{ème} jour du séjour.

Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2017 (Nature/Fonction 6188/92421), soit 35 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{ère} et la 7^{ème} nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour:

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45% du prix du séjour (dont AVE CAF max.45%) Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (dont AVE CAF max.40%) Participation Ville de 10%	25% du prix du séjour (dont AVE CAF max.25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 8^{ème} et la 14^{ème} nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:
Reglement intérieur Caf 2017 page 10

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Réussite éducative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour
l'année 2016-2017**

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier. Pour l'année scolaire 2016-2017, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 233 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 088 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 321 enfants.

La dotation 2017 est augmentée de 35 € par rapport à celle de 2016, s'établit à :

- 575 Euros par enfant en maternelle ;
- 575 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2017, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 708 975 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 200 600 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier

- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier
- Sainte Thérèse 2, rue Portalière des Masques - 34000 Montpellier
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs – 34090 Montpellier
- Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier
- Sainte Jeanne d'Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier
- Ecole juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente délibération sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Modèle convention 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

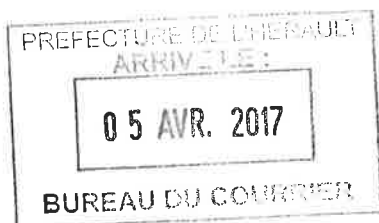
Réussite éducative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Groupe Scolaire Joseph Delteil/Jules Michelet
Création d'un local pour l'extension du restaurant scolaire et travaux connexes
Demande de permis de construire**

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil au sein des écoles, la Ville de Montpellier a souhaité la création d'un local pour l'extension du restaurant scolaire du groupe scolaire Joseph Delteil et Jules Michelet sis rue des Araucarias à Montpellier quartier des Cévennes.

Ce local de 40m² permettra de pallier le manque de place dû à une augmentation des effectifs des rationnaires et d'accueillir les enfants dans un environnement plus confortable.

Les travaux seront effectués durant l'été 2017. La création de ce local nécessite le dépôt d'un dossier de permis de construire. Le coût de ces travaux s'élève à 200 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la création de ce local et des travaux connexes ;
- D'autoriser le dépôt de dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;

- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017 ; section investissement ; chapitre 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer le permis de construire et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Réussite éducative

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Travaux de rénovation écoles Georges Simenon et Alain Savary
Demande de subventions**

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiments scolaires, la Ville envisage des travaux de rénovation dans les écoles Georges Simenon sise 215, boulevard Pedro de Luna et Alain Savary sise 240, quai Flora Tristan. Ces deux établissements se situent dans le quartier Croix d'Argent à Montpellier

Concernant l'école élémentaire Georges Simenon ; il est prévu des travaux de rénovation de l'étanchéité, d'isolation thermique et le remplacement des menuiseries actuelles par des menuiseries double vitrage et en aluminium.

Le coût de ces travaux est estimé à 375 000€ HT.

Concernant l'école élémentaire Alain Savary, il est prévu des travaux de réaménagement intérieur pour une mise aux normes du restaurant scolaire.

Le coût de ces travaux est estimé à 185 000€ HT.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de ces écoles, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Cadre de vie

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Changement de dénomination de l'allée Mireille Laget

Lors du Conseil municipal en date du 15 décembre 2016, il a été proposé de dénommer le chemin privé situé derrière le bâtiment des Douanes et faisant le lien entre l'avenue du Pont Trinquat et l'avenue Germaine Tillion :

Allée Mireille Laget
(1936-1986)
Historienne et pédagogue

Pour rendre un hommage encore plus fort à cette historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance, il est proposé de d'attribuer son nom à une crèche municipale. Afin de ne pas créer d'ambiguïté géographique qui pourrait ralentir l'éventuelle intervention de secours ou simplement créer la confusion auprès des usagers, il est proposé d'attribuer à cette allée un nouveau nom. Nous proposons de la dénommer :

Allée Adrienne Bolland
(1895-1975)
Pionnière de l'aviation

Née le 25 novembre 1895 à Arcueil, elle est morte le 18 mars 1975 à Paris. Cette aviatrice française est célèbre pour avoir été la première au monde à effectuer la traversée par avion d'une partie de la Cordillère des Andes.

Après son exploit, elle devient l'acrobate de l'air la plus active et la plus populaire de France, et la seule femme "propagandiste" de l'air pour le ministère des Transports Aériens.

Femme engagée, elle soutient la cause du vote des femmes. Très proche de Jean Moulin et du responsable de l'Aviation populaire, Sadi-Lecointe, elle l'aide au recrutement des pilotes de l'escadrille España dirigée par André Malraux, à partir de 1936. Ses choix et ses positions politiques ouvertement à gauche la font subir de nombreux sabotages ; elle connaît sept accidents graves.

En 1940, elle décide, avec son mari, de rester dans la zone occupée par les Allemands, puis de rejoindre le réseau CND-Castille du Loiret. À Donnery, le couple se charge du repérage des terrains susceptibles d'aider les Forces aériennes françaises libres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination de voie;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Fiche de localisation**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Cadre de vie

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Dénomination de voie

Au sud-est de Montpellier, sur la route de Vauguières, se situe le nouveau pont qui enjambe à la fois la nouvelle autoroute A9 et le contournement ferroviaire de Montpellier, en direction du futur quartier Cambacérès.

Nous proposons de dénommer ce pont :

**Pont Youri Gagarine
(1934-1968)
Premier homme dans l'espace**

Iouri ou Youri Alexeïevitch Gagarine est né le 9 mars 1934 et mort le 27 mars 1968. Le 12 avril 1961, il sera le premier homme à effectuer un vol dans l'espace. Youri Gagarine est le fils d'un charpentier et d'une paysanne, il devient technicien fondeur après ses études. Il découvre le pilotage en amateur dans un aéro-club à 18 ans puis entre à l'école d'aviation militaire d'Orenbourg. Il est promu pilote de chasse à partir de 1957. Intégré au programme spatial soviétique, il sera le premier homme à effectuer une orbite terrestre à bord de la capsule Vostok. Il acquiert une notoriété internationale et est décoré de nombreuses distinctions dont celle de Héros de l'Union soviétique et de la médaille de l'ordre de Lénine, les plus hautes distinctions soviétiques. Il meurt à 34 ans lors du crash de son Mig 15 au cours d'une mission d'entraînement.

Il est donc proposé au Conseil municipal de :

- dénommer ce pont : Pont Youri Gagarine (1934-1968) Premier homme dans l'espace

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
plan de localisation**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Enfance

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Création d'une crèche municipale dans la ZAC EAI (Ecole Application
Infanterie) -Approbation de l'opération-Autorisation de signer le permis de
construire-Demande de subventions CAF, Conseil Départemental Hérault-
Dénomination de la crèche**

Dans le cadre de sa politique en faveur de la Petite Enfance et de soutien à la parentalité, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création d'une nouvelle crèche dans le quartier de l'EAI, sur le terrain de l'ancienne Chapelle, Place des 56 régiments d'artillerie.

D'une capacité d'accueil de 48 places, cette crèche s'organise en 3 unités. Ces unités de vie s'articulent autour d'espaces communs tels que jardins méditerranéens, patios, jeux d'eau et parcours libres permettant une approche pédagogique qui s'appuie sur la psychomotricité libre. La crèche se distingue aussi par son ambition en termes d'ergonomie de travail et de qualité de l'air, avec l'utilisation de matériaux sains : terre cuite, caoutchouc et peintures sans COV (Composés Organiques Volatils) ainsi qu'avec une ventilation double flux.

La Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental seront sollicités respectivement pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de construction. Selon les critères d'attribution actuels, il va être sollicité une subvention auprès de la CAF à hauteur de 480 000 € et auprès du Conseil Départemental pour 40 000 €.

Par ailleurs, en termes de subventionnement du fonctionnement, l'action étant inscrite au Contrat Enfance Jeunesse (C.E.J.) 2015 – 2018, elle ouvre droit au versement annuel par la CAF d'une prestation de service enfance-jeunesse (P.S.E.J), cette dernière étant distincte de la Prestation de Service Unique (P.S.U.) versée au titre de l'activité d'accueil.

Le coût total de cette opération est estimé à 3 500 000 € TTC.

La conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la crèche sont confiées à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville. Les travaux seront exécutés par lots séparés conformément aux règles relatives aux marchés publics.

Aussi, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme (permis de démolir et permis de construire), et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, il est proposé de nommer la future crèche : « Mireille LAGET » (1936-1986), qui a travaillé sur l'enseignement et les conditions de l'alphabétisation en Bas-Languedoc au lendemain de la Révocation, avant de devenir une historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus.
- de dénommer la future crèche « Mireille LAGET ».
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, notamment celles permettant de désigner les entreprises qui construiront l'ouvrage.
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet notamment auprès des partenaires habituels : Caisse d'Allocations Familiales et Conseil Départemental.
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes (permis de démolir, permis de construire).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:

Photo crèche EAI

Photo crèche EAI

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Enfance

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.



**Fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Blanche Neige
Demande d'autorisation préalable de travaux**

Dans le cadre du plan chaleur, il a été décidé de créer une zone d'ombrage par la mise en place d'une pergola dans la cour principale de la crèche Blanche Neige sise, 14 place Cardinal Verdier (Quartier Croix d'Argent) à Montpellier 34070.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville concernant les travaux de métallerie dans les bâtiments communaux, durant l'été 2017, pour un montant de 54 480,70 TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Blanche Neige ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;

- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

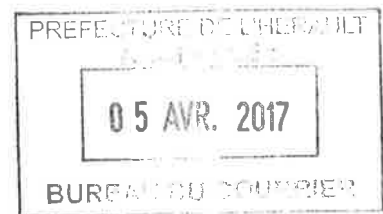
**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Enfance

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Programme Parler Bambin. Convention de partenariat entre la Ville et l'Agence nouvelle des solidarités actives

La Ville de Montpellier souhaite s'engager dans un programme de développement précoce du langage, le Parler Bambin. Ce dispositif œuvre en faveur de l'égalité des chances dès le plus jeune âge et s'inscrit dans la lutte contre les exclusions.

Les connaissances scientifiques actuelles démontrent que :

- le langage est un élément déterminant dans le développement global de l'enfant,
- les capacités acquises précocement en langage oral ont une influence sur l'apprentissage et la maîtrise du langage écrit,
- le niveau de développement langagier est largement corrélé à l'environnement social et éducatif de l'enfant.

Le dispositif Parler Bambin a été lauréat de l'appel à projets 2015 de *La France s'engage*. Il constitue une approche pédagogique innovante favorisant le développement du langage du jeune enfant, de la naissance à 36 mois. Il est porté par l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA), association à but non lucratif créée en janvier 2006, qui a pour objet principal de lutter contre la pauvreté et les exclusions en mettant en œuvre des projets et des expérimentations sociales.

Le Parler Bambin a vocation à :

- enrichir les interactions langagières en parlant avec l'enfant et non pas en parlant à l'enfant qui n'a de désir à parler que dans l'interaction,
- sensibiliser les parents à l'importance de la conversation et développer une nouvelle coopération entre eux et les professionnelles de la petite enfance,
- interroger et faire évoluer les pratiques professionnelles en développant la réflexivité autour d'une culture commune.

Dans le cadre de ce dispositif, il est prévu la mise en place, pour la période 2017-2020, d'une formation au sein de 20 établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Montpellier et la participation à un programme de recherche pour 10 d'entre eux.

Ce programme de recherche est porté par une équipe pluridisciplinaire : Sophie Kern, directrice et chercheuse CNRS au laboratoire Dynamique Du Langage, membre du Laboratoire d'excellence ASLAN et Marc Gurgand, directeur du J-Pal et de l'Ecole d'économie de Paris, spécialiste des évaluations contrôlées de grande taille et complexes.

Il est également prévu la participation au réseau national des professionnels du Parler Bambin.

La Ville va bénéficier du soutien opérationnel de l'ANSA dans la mise en œuvre du dispositif.

Dans le cadre de la convention, l'ANSA s'engage à :

- concevoir l'offre de formation,
- organiser et permettre la mise en œuvre de la formation,
- organiser et animer le réseau national des professionnels Parler Bambin,
- coordonner les relations entre sites expérimentateurs et équipe en charge du programme de recherche.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- mettre en œuvre le programme national Parler Bambin sur son territoire d'exercice,
 - inscrire les 10 structures d'accueil dans le programme national de recherche,
 - participer au réseau national Parler Bambin,
 - contribuer à l'évaluation de l'approche Parler Bambin,
 - contribuer financièrement au déploiement du programme national Parler Bambin sur son territoire.
- Le coût pour l'année 2017 est de 22 750 €.

Une demande de subvention est déposée auprès de la CAF de l'Hérault, très intéressée par ce projet innovant, pour une participation au maximum à hauteur de 80% du budget, soit 18 200 €.

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans (de janvier 2017 à décembre 2020). Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation par avenant dans les conditions définies par les deux parties, en tant que de besoin, à l'initiative de l'une ou de l'autre.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et l'ANSA jointe en annexe ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section fonctionnement, chapitre 926, nature 6238 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Convention**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Culture

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Comédie du Livre 2017

**convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole
pour l'organisation de la 32ème Comédie du Livre**

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du livre, dont la 32^e édition se tiendra les 19, 20 et 21 mai 2017. La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à la disposition de la Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition.

A cette fin, une convention de partenariat, étroitement liée à la programmation de cette édition 2017 de la Comédie du livre, doit être conclue pour cette année 2017.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit, à l'exception des coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique, qui feront l'objet d'un remboursement de la Métropole à la Ville, après bilan de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la ville de Montpellier et de Montpellier

Méditerranée Métropole, jointe en annexe

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
convention de partenariat**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Culture

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Exonération de frais de publication de documents d'archives

Madame Sabine Teulon-Lardic, docteur en musicologie, effectue depuis 2006 des recherches sur l'opéra-comique et les concerts à Montpellier au 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Elle est l'auteur d'un ouvrage publié en 2014 aux éditions Symétrie, Lyon, *Inventer le concert public à Montpellier : La Société des concerts symphoniques (1890-1903)*.

Elle souhaite utiliser dix documents des Archives municipales pour illustrer les actes du colloque d'Historiographie musicale de l'Université de Dijon.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2016/500 du 15 décembre 2016 le montant des droits de publication de ces dix documents s'élève à 250,00€ TTC.

Compte-tenu de l'intérêt que représente cet ouvrage pour faire connaître l'histoire du théâtre à Montpellier, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Sabine Teulon-Lardic du montant des droits de publication ;

- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Culture

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Air France pour les déplacements et les transports d'œuvres liés au Pavillon Populaire

En 2015, la Ville de Montpellier et Air France Direction régionale Méditerranée ont conclu un accord de partenariat visant à mettre en valeur les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire, mais aussi à en réduire les frais de production. Il est aujourd'hui proposé, par la Ville de Montpellier et par la Direction Régionale Méditerranée d'Air France, de renouveler pour un an ce partenariat.

Au titre de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Apposer le logo Air France sur tous les documents de communication liés aux expositions du Pavillon Populaire,
- Mettre à la disposition d'Air France des affiches, cartons d'invitation, flyers, livrets d'aide à la visite et 20 catalogues de chaque exposition, pour une valeur minimale d'environ 500 euros,
- Mettre à disposition à titre gracieux le Pavillon Populaire, sans conséquence dommageable pour le public, afin de permettre à Air France l'organisation de soirées privatives événementielles, dans la limite d'une soirée par exposition.

En contrepartie, Air France s'engage à fournir à la Ville de Montpellier :

- Un tarif préférentiel sur l'ensemble des billets liés à l'exposition,
- Une dotation pour l'acheminement des différents intervenants (artistes, commissaires d'exposition, ayants-droits...), soit 3 vols long-courrier aller-retour.

- Un tarif préférentiel pour le fret,
- Deux cartes Flying Blue Gold.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de partenariat jointe en annexe,
- D'imputer les dépenses correspondantes au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Air France

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Culture

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

11ème édition de la ZAT (Parc Montcalm ; 22 et 23 avril 2017)

Mises à disposition d'espaces dans le cadre de l'organisation de la manifestation

Le projet ZAT propose au public de découvrir la ville autrement, chaque fois dans un quartier différent. Les artistes interrogent en contexte le fait urbain, la vie dans ces quartiers anciens ou modernes, la mémoire des lieux, permettent la circulation des habitants, d'un quartier à l'autre, et l'appropriation de la ville par chacun, grâce à une programmation artistique adaptée au site, ambitieuse et populaire. Poursuivant la volonté de faire découvrir la richesse des quartiers, la 11^{ème} édition de la ZAT se déroulera dans le parc Montcalm à Montpellier, du samedi 22 avril au dimanche 23 avril 2017.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la manifestation :

- le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (C.R.O.U.S.) de Montpellier met à disposition à titre gratuit des espaces situés dans l'enceinte de la résidence universitaire du Parc (5 bis Rue des Chasseurs, Montpellier) pour la période du 18 au 25 avril 2017, afin d'y accueillir des espaces technico-logistiques, de stationnement et d'accueil des artistes.
La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer et les garder durant la période d'occupation.
- La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) met à disposition à titre gratuit le bâtiment 21, « Grande Halle », (EAI, Rue Fontcouverte, Montpellier) et les espaces extérieurs non

utilisés devant le bâtiment, pour la période du 16 au 26 avril 2017, afin d'y accueillir des ateliers participatifs et une zone logistique.

La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer et les garder durant la période d'occupation.

- Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition à titre gratuit les parkings A et B et de la piste d'atterrissage hélicoptère du complexe Yves du Manoir (Avenue de Vannières, Montpellier), pour la période du 22 au 23 avril 2017, afin de créer un espace de stationnement pour le public de la manifestation et la circulation de navettes vers le parc.

La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer, les garder et à en assurer le nettoyage avant sa restitution.

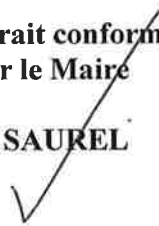
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions relatives à la 11^{ème} édition de la ZAT et, plus généralement, tout document s'y rapportant.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
convention M3M**

convention SA3M

convention CROUS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Culture

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

CULTURE ET PATRIMOINE

Attribution de subventions aux associations culturelles

Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture constitue l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social. Son impact économique et social est essentiel pour la Ville de Montpellier.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la Ville. Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri-discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville.

Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 57 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 406 400 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Projet	2 000
1175	KUMBAYA GOSPEL CHOIR	Projet	1 500
1461	COLLECTIF KOA	Projet	2 000
1889	LA CRUAUTHEQUE	Projet	1 000
2046	LAS SOLILES	Projet	1 000
5146	PYARE	Projet	2 000
5151	ESTAMPE	Projet	2 000
5240	BOOMERANG PROD	Projet	1 000
5373	LO SAGE E LO FOL PROD	Projet	1 000
5510	DEDALUS	Projet	1 000
5553	WATER BABIES	Projet	2 000
5662	LE BARIL	Projet	2 000
5867	COMPAGNIE IMPERIAL	Projet	1 000
6163	COLLECTIF GOLEM	Projet	1 000
6185	LINGE & SONS	Projet	2 000
SOUS - TOTAL FACM			22 500

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
ARTS VISUELS ET MEDIAS			
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	1 500
6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	Fonctionnement	6 000
LIVRE			
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Projet	900
PATRIMOINE			
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE ACBK	Projet	2 300
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Projet	12 000
SPECTACLE VIVANT / Danse			
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement	9 000
597	HORS COMMERCE	Fonctionnement	8 500
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement	1 500
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Projet	5 000
1207	ACTION D'ESPACE	Fonctionnement	1 800
1240	SATELLITE	Fonctionnement	1 800
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Fonctionnement	2 500

1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement	5 000
2683	LES GENS DU QUAI	Fonctionnement	6 000
2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	2 500
3252	ASSOCIATION ACHLES	Fonctionnement	4 000
3311	INESPERADA	Fonctionnement	3 000
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement	2 000
3455	ARTEFACTDANSE	Fonctionnement	1 800
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	40 000
4265	ATTITUDE	Projet	20 000
4377	PULX	Fonctionnement	2 100
4377	PULX	Projet	5 000
4723	APPEL DU GESTE ACTUEL	Projet	1 200
4928	ASSOCIATION VILCANOTA	Fonctionnement	2 000
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement	1 900
5020	ASSOCIATION STELLA	Fonctionnement	4 000
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement	6 000
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement	4 700
5401	SECTOR SEVEN	Projet	4 000
5505	MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	2 000
5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	Projet	6 000
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
980	FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER	Fonctionnement	60 000
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
58	COMPAGNIE THEATR'ELLES	Fonctionnement	3 000
58	COMPAGNIE THEATR'ELLES	Projet	2 500
231	THEATRE EN FLAMME - CREATEF	Fonctionnement	1 700
473	LE BAO	Fonctionnement	1 800
490	THEATRE DE LA PLUME	Fonctionnement	2 000
532	ATOME	Projet	1 800
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement	2 500
1176	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	Fonctionnement	1 800
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement	3 500
1595	LE CRI DEVOT	Projet	800
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement	2 500
1949	THEAVIDA	Fonctionnement	1 000
4472	LA VISTA - THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Fonctionnement	50 000
4472	LA VISTA - THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Projet	15 000
4472	LA VISTA - THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Projet	2 000
	PLURIDISCIPLINES		

4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement	18 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Projet	38 000
SOUS-TOTAL			383 900
TOTAL			406 400

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types et spécifiques le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 406 400 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
CONVENTION TYPE FONCTIONNEMENT**

CONVENTION TYPE PROJET

Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Prévention Santé et Droits
des femmes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la ville de Montpellier et Pierre Fabre Médicament

Dans les quartiers « politique de la ville », des difficultés accrues en matière de prévention santé et d'accès aux soins sont constatées.

Les indicateurs nationaux font apparaître chez les enfants une prévalence des problématiques de santé sur ces territoires, et notamment des problèmes de santé bucco-dentaire, et de nutrition.

Le projet J'agis pour ma Santé dit JAPS ! vise notamment à « Renforcer l'accessibilité et la présence des services et des équipements dans les domaines de la prévention et de la santé », et répondre à la fiche 6.5 annexée au contrat de ville 2015 (Action Prévention santé à l'école sur les temps péri et extra scolaires).

Ce projet expérimental, prévu pour le dernier trimestre de l'année scolaire 2016-2017 (mars à juin 2017), concerne les temps périscolaires des écoles élémentaires. Le projet sera mis en place par et avec les équipes de la Direction de l'Education de la Ville, sur les écoles AMSTRONG, BAZILLE, BALARD, BOLIVAR, DAUBIE, FREUD, GARIBALDI, SAVARY et ZAY ont confirmé leur volonté de s'inscrire dans ce projet, ce qui représente un potentiel de 1300 enfants, et leurs familles.

Dans ce cadre, la ville de Montpellier souhaite s'associer avec Pierre Fabre Médicament, notamment pour la partie sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire.

Pierre Fabre Médicament fournit des outils d'accompagnement pédagogiques et 1300 kits de brossage des dents à l'attention des enfants.

La Ville se charge de la formation, de l'organisation et de l'animation des ateliers, autorise Pierre Fabre Médicament à faire mention de son soutien, et le cite comme partenaire institutionnel lors de ses actions et communications sur le projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec le Laboratoire Pierre Fabre jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
CONVENTION VILLE_PFM_JAPS_2017_V3.docx**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°1 Finances

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2017

Le Débat d'Orientation Budgétaire du 28 novembre 2016 et le Budget Primitif 2017 adopté le 15 décembre 2016 ont acté, pour la 4^{ème} fois sur la mandature, le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0% d'augmentation des taux d'imposition.**

Il convient aujourd'hui de confirmer ce choix par le vote des taux de la fiscalité directe locale 2017.

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2017 sont de :

- Taxe d'habitation : 351 286 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 358 645 000 euros

- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 513 700 euros

Evolution des taux d'imposition : 0% d'augmentation

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2017 de + 0%.

Ce choix solidaire est en outre conforté par notre bouclier social qui emporte des allègements représentant pour les montpelliérains environ 17 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2016.

Produit d'imposition pour 2017 :.

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2017 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2017	Taux d'imposition 2017	Evolution des taux en 2017	Produit d'imposition 2017
Taxe d'habitation	351.386.000 €	22,49 %	0%	79.026.711 €
Taxe foncière (Bâti)	358.645.000 €	31,18 %	0%	111.825.511 €
Taxe foncière (Non bâti)	513.700 €	112,71 %	0%	578.991 €
			TOTAL	191.431.213 €

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2017 de la majoration de 20% de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure votée par le Conseil Municipal le 19 février 2015) : la majoration des bases prévisionnelles concernées s'élève à 3.871.109 € pour un produit de 870.612 €.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel global pour 2017 s'élèvera à 192.301.825 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- fixer les taux d'imposition 2017 à l'identique de ceux de 2016, conformément à nos engagements :
 - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
 - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
 - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%
- approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus,

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Etat 1259 COM 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville
Opérations programmées pour l'année 2017
Autorisations d'urbanisme**

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier poursuit en 2017 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est prévu, pour l'année 2017, d'effectuer des travaux de réfection, d'aménagement et démolition de certains bâtiments dont la Ville est propriétaire.

Ainsi pour mener à bien ces opérations, il est nécessaire de déposer auprès des Services compétents, diverses autorisations d'urbanisme. Ces travaux de diverses natures, précisés ci-dessous, s'effectueront sur les bâtiments suivant :

Site	Travaux prévus	Autorisation d'Urbanisme
Maison de Quartier Chabrol 921 Av. du Pr Louis Ravas	Réaménagement intérieur après travaux structure	Autorisation de travaux (ou Déclaration

		préalable de travaux si création de surface ou intervention en façade)
Stade Giambrone 3 rue Montjuich	Mise en sécurité des vestiaires	Déclaration préalable de travaux
MPT Léo Lagrange 155 rue Bologne	Mise en conformité	Permis de construire
MPT Chopin 1 rue du Marché aux Bestiaux	Réfection des fenêtres	Déclaration préalable de travaux
MPT Villon 55 rue des Arancarias	Amélioration du confort thermique confortement/rénovation du mur du parking	Déclaration préalable de travaux
MPT Brassens Place Jacques Brel	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
MPT Escoutaire 67 rue des Razeteurs	Travaux de toiture Réfection/ remplacement de fenêtre	Déclaration préalable de travaux
Local associatif rue Colbert	Démolition balcon + rénovation façade	Déclaration préalable de travaux
Local restos du Cœur Quartier Figuerolles	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
Centre Rabelais 27-29 boulevard Sarraill	Reprise d'une fissure	Permis de Construire
Eglise St Mathieu Rue Germain	Installation de portes dans l'escalier du presbytère	Permis de Construire
Local Gardes jardin des Plantes Boulevard Henri IV	Rénovation intérieure	Travaux sur Monument historique cerfa 15459
Crèche Louise Guiraud 35 rue de Tipasa	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
Ecole Signoret 1 impasse des Marmousets	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
Ecole Cervantes 91 rue Charles Bonaparte	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
Ancienne Mairie 1 place Francis Ponge	Aménagement de locaux pour l'espace Jeunesse	Permis de Construire
Villa 280 chemin de Poutignon	Aménagement du terrain pour l'extension de la fourrière	Permis d'Aménager
Hôtel de Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or	Rénovation des façades de la cour entre la rue Embouque d'Or et l'escalier d'honneur	Permis de Construire
Hôtel de Ville 1 place Georges Frêche	Installation d'un "écran"	Déclaration préalable de travaux
Bâtiment St Côte 13 rue de l'Ecole Normale	Travaux de rénovation	Déclaration préalable de travaux
Bâtiment dans le parc du Mas de Costebelle rue des Frères Lumières	Démolition	Permis de Démolir

Le montant total estimé des travaux s'élève à **2 817 000 TTC**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la réalisation des travaux de réfection, d'aménagement et de démolition, telle que précisée ci-dessus ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'adjoint délégué à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2017 sur les chapitres : 900, 902, 903, 904, 906 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°1 Finances

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Créances éteintes- Exercice 2017

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres annulés par le Juge judiciaire dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel et qui s'avèrent donc irrécouvrables.

La Ville de Montpellier donne suite à cette demande pour un montant de :

- 39 857.47 € acceptés en créances éteintes (dont la liste est annexée à la présente délibération).

Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2006 à 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 39 857.47 € acceptés en créances éteintes, dont la liste est jointe à la présente délibération, et dont le montant est prévu au budget 2017 de la Ville (chapitre 931) ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Liste créances éteintes**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Ressources humaines

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Liste PF**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Ressources humaines

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Création d'un service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, la délibération n°13755 du 14 avril 2016 a approuvé la mutualisation de l'équipe de direction générale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier et notamment la fonction de Directeur du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

Les directions des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent ainsi de plus en plus étroitement depuis près d'un an, au travers de réunions communes et d'une démarche de co-construction d'un pôle ressources humaines et relations sociales rassemblé.

Cette mutualisation de la fonction ressources humaines est une priorité pour accompagner la mutualisation des autres directions et départements mais aussi et surtout pour amplifier le rapprochement des politiques de ressources humaines des deux collectivités au service des parcours professionnels des agents, de la qualité de vie au travail et de la performance des deux organisations.

Si elle concerne plus spécifiquement la Ville et la Métropole, cette mutualisation n'est pas exclusive puisqu'elle s'accompagne d'une intensification de la coopération avec le CCAS et les 30 autres communes de la Métropole dans le cadre du réseau thématique RH.

Cette mutualisation procède de la volonté de mettre les ressources humaines au cœur de l'organisation et de répondre à l'attente exprimée d'une fonction ressources humaines plus lisible et plus accessible, garante de l'équité à tous les niveaux, plus accompagnante sur un plan individuel, plus moderne, qui œuvre au quotidien pour améliorer la qualité de vie au travail et établit le dialogue à tous les niveaux comme levier essentiel de la réussite des changements.

L'organisation mutualisée proposée repose sur trois directions thématiques et une direction transversale, avec des niveaux d'intégration différenciés en fonction des possibilités et des opportunités :

- La Direction du pilotage et de la modernisation des ressources humaines,
- La Direction de l'administration des ressources humaines,
- La Direction des parcours professionnels et des compétences,
- La Direction de la qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le pôle ressources humaines et relations sociales est gérée par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 65 % pour la Ville et de 35 % pour la Métropole.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 21 mars 2017 pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés, ainsi que l'assemblée délibérante.

Le Comité technique de la Ville de Montpellier a été également saisi le 22 mars 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de service commun afférente telle que présentée en annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le :

**Liste des annexes transmise en préfecture:
Convention service commun**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

o Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	GALA DE LA LEGION D'HONNEUR	3 000 €
6680	MODELE ELEGANCE FRANCE ORGANISATION	Projet	CONCOURS MODELE ELEGANCE	5 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6542	ASSOCIATION TIGRE	Projet	FITDAYS MGEN ADULTES DE MONTPELLIER	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	CLASSES DECOUVERTES	155 502 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	OFFRES CULTURELLES	51 168 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Projet	CLASSES DECOUVERTES	954 €
6586	USEP BERTHE MORISOT	Projet	CLASSE DECOUVERTE	891 €
TOTAL				208 515 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3138	SOS HEPATITES	Projet	UNE SEMAINE CONTRE LES HEPATITES	400 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLIS	2 000 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	AUTOUR DU DEFIBRILATEUR	9 817 €
6374	MOSAIQUE DES HOMMES ET DES JARDINS	Projet	ATELIERS JARDINS ADAPTÉS AUX SÉNIORS	2 000 €
TOTAL				14 217 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5751	CONTACT HERAULT	Projet	SEMINAIRE NATIONAL DES ASSOCIATIONS CONTACT SNAC	700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	FESTIVAL DE GIULIANNOVA	3 000 €
3940	MARE NOSTRUM	Projet	ARBRE À LIVRE	1 000 €
6204	LES 4 CHEMINS	Fonctionnement		500 €
TOTAL				4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

2) Modification d'attribution de subvention :

Par délibération n°2015/559 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 300 € à l'association OPERES DU CŒUR ET MALADES CARDIAQUE. Suite à un changement statutaire, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Montant
2814	ASSOCIATION FRANCAISE DES MALADES ET OPERES CARDIOVASCULAIRES DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	1 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la modification d'attribution de subvention indiquée ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un

montant total de 260 932 €;

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:
Convention fonctionnement type

Convention projet type

Lettre d'engagement type

Convention spécifique OCCE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Achat de matériel de quincaillerie - Visserie - Echelles
- Appel d'Offres -**

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Pignan.

Dans le cadre de l'Achat de matériel de quincaillerie – Visserie - Echelles, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande. Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau le Lez, Jacou et Pignan pour l'Achat de matériel de quincaillerie – Visserie - Echelles, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette consultation se porte sur l'Achat de matériel de Quincaillerie – Visserie - Echelles.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 140 000 € HT par an, pour le lot 1, 22 000 € HT par an, pour le lot 2 et 12 000 € HT par an, pour le lot 3.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 10 000 € HT par an, pour le lot 1, 10 000 € HT par an, pour le lot 2 et 10 000 € HT par an, pour le lot 3.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 4 300 € HT par an pour le lot 1, et 2 100 € HT par an, pour le lot 2.

Pour la Commune de Castelnau le Lez, le montant d'achats estimé sera de 9 000 € HT par an, pour le lot 1.

Pour la Commune de Jacou, le montant d'achats estimé sera de 5 000 € HT par an, pour le lot 1.

Pour la Commune de Pignan, le montant d'achats estimé sera de 7 500 € HT par an, pour le lot 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau le Lez, Jacou et Pignan, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmise en préfecture:

Convention de groupement de commandes achat de quincaillerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°1 Finances

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DÉMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIJA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNIE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Précisions relatives aux tarifs de location de matériels - modification de la délibération relative aux tarifs 2017 du 15 décembre 2016

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier les modalités relatives aux tarifs de location de matériels. L'article ci-dessous vient se substituer au point 2-1 de la délibération du 15 décembre 2016.

2-1) Le matériel

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Tarifs 2017	
Particuliers et sociétés à caractère commercial			Associations
Chaise	u/jour	0,31 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,26 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	5,92 €	0 €
Podium	m²/jour	7,95 €	0 €
Barrière	u/jour	7,95 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,81 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	120 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	70 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	50 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	171 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		365 €	365 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 350 €	1 350 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette modification des tarifs votés lors de la séance du 15 décembre 2016 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuitement

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 45 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 68 458,50 €.

Dates	SALLES	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
05/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	La Culture Bulgare en LR	610,00	305,00	305,00
07/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
12/03/2017	SALLE DES RENCONTRES	BETH LUBAVITCH	4 000,00	102,00	3 898,00
17/03/2017	CENTRE RABELAIS	UNAFAM 34	1 325,00	51,00	1 274,00
18/03/2017	CENTRE RABELAIS	CEPRAS	1 325,00	51,00	1 274,00
21/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Pour un Sourire d'Enfant Languedoc	315,00	0,00	315,00
25/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	MALAKURDA	315,00	157,50	157,50
26/03/2017	Salle de réceptions Grammont	Association des Afghans de Montpellier	3 000,00	102,00	2 898,00
01/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Afrique Pleine d'Avenir	315,00	0,00	315,00
02/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Fédération Africaine des Naturopathes	610,00	61,00	549,00
02/04/2017	Salle de réceptions Grammont	La Baronnie de Caravètes	3 000,00	102,00	2 898,00
02/04/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	MALAKURDA	900,00	61,00	839,00
06/04/2017	SALLE PETRARQUE	Amitié Judéo-Chrétienne	610,00	30,50	579,50
07/04/2017	SALLE PETRARQUE	La Boutique d'Ecriture et Co	610,00	30,50	579,50
08/04/2017	SALLE DES RENCONTRES	Association BOPHORE	3 260,00	0,00	3 260,00
11/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315,00	30,50	284,50
14/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	CLICS34	315,00	30,50	284,50
14/04/2017	SALLE PETRARQUE	Institut Weil Bernanos	610,00	30,50	579,50
15/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Etudiants Mahorais de Montpellier	315,00	157,50	157,50
15/04/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Rêves de Mômes	1 630,00	815,00	815,00
21/04/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
21/04/2017	Salle Jules PAGEZY	sos sdf les amoureux de la vie	1 630,00	0,00	1 630,00
22/04/2017	SALON DU BELVEDERE	Etoile Solidaire	315,00	30,50	284,50
24/04/2017	CENTRE RABELAIS	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	1 325,00	662,50	662,50
26/04/2017	SALLE PETRARQUE	Association BARAKA	610,00	305,00	305,00
26/04/2017	SALON DU BELVEDERE	Association des Donneurs de Voix	315,00	30,50	284,50
27/04/2017	SALLE PETRARQUE	Action Ethique Humanitaire	610,00	0,00	610,00
28/04/2017	CENTRE RABELAIS	Laboratoire Epsilon EA 4556 -école doctorale 60	1 325,00	662,50	662,50
04,05, 06/04/2017	Salle Jules PAGEZY	Association ARPAC	4 890,00	153,00	4 737,00
07 au 09/04/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Emergence 17	1 800,00	900,00	900,00
07 et 08/04/2017	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	3 260,00	102,00	3 158,00
07 et 08/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Montpellier Business School	630,00	0,00	630,00
08 et 09/04/2017	SALLE PETRARQUE	Stop aux Violences Sexuelles	1 830,00	91,50	1 738,50
10/02; 03/03; 07/04; du 04 au 06/05; 09/06; 07/07; 22/09; 13/10; 08/12/2017	CENTRE RABELAIS	La Compagnie du Capitaine	14 575,00	7 287,50	7 287,50
10/03 et 9/04/2017	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	5 040,00	153,00	4 887,00
10/04 et 29/05/2017	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1 220,00	61,00	1 159,00
18/03 et 13/04/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Sénégalais de l'Hérault	900,00	61,00	839,00
21 au 23/04/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français (Antenne Pompignane)	1 240,00	0,00	1 240,00
21/03 et 12/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	900,00	61,00	839,00
26/04 et 21/06/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	630,00	61,00	569,00
29/03 et 01/04/2017	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants de Polynésie Française	3 260,00	866,00	2 394,00
29/04 et 08/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	Comité d'Organisation Forum Sportif et Culturel - COFSEC	6 520,00	102,00	6 418,00
29/04 et 14/10/2017	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	1 220,00	61,00	1 159,00
30/03 et 25/04/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Collectif Roosevelt	900,00	61,00	839,00
du 28 au 30/04/2017	Salle Jules PAGEZY	ASSOCIATION DU FESTIVAL DU JEU	5 260,00	1 866,00	3 394,00
TOTAL=			84 215,00	15 756,50	68 458,50

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017

Ressources humaines

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Commission n°2 Affaires
générales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault relative à la disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV) pendant leur temps de travail

La Ville de Montpellier compte parmi ses personnels des agents publics par ailleurs Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV).

Cette disponibilité des SPV, nécessite d'être encadrée dans une logique de partenariat avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault.

L'article L 723-11 du code de la sécurité intérieure (issu de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de Sapeurs-Pompiers) précise :

«L'employeur privé ou public d'un SPV, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et non salariées qui ont la qualité de SPV peuvent conclure avec le SDIS une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des SPV. Cette convention veille, notamment, à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public. La programmation des gardes des SPV, établie sous le contrôle du Directeur Départemental du SDIS, est communiquée à leurs employeurs s'ils en font la demande».

Sur cette base, il est proposé d'établir une convention entre le SDIS de l'Hérault et la Ville de Montpellier.

Cette convention dont l'objectif est de concilier la disponibilité du SPV et les contraintes de l'employeur, notamment les différents services concernés, permet de convenir des dispositions relatives à la participation aux missions opérationnelles, aux actions de formations et aux gardes programmées ou aux dispositifs préventifs.

Cette démarche, librement négociée entre les partenaires, permet :

- de valoriser notre contribution à l'effort de sécurité civile et son implication aux côtés du SDIS de l'Hérault ;
- d'affirmer l'adhésion de l'employeur à l'engagement national relatif au volontariat ;
- de disposer, au sein même de sa structure, d'agents dont l'expérience et la formation peuvent s'avérer précieuses en termes de secours et de prévention.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. le Maire ou M. le Conseiller spécial délégué aux ressources humaines à signer la présente convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
convention SDIS.doc**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

107

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Ressources humaines

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Modifications du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

La création d'un poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2^{ème} classe ainsi que la suppression du poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Il est proposé de nommer sur ce poste un lauréat au concours. Le poste correspondant au grade d'origine sera supprimé à sa nomination sur son nouveau grade, après avis du Comité Technique.

I- Création de poste :

Filière Culturelle :

Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2^{ème} classe: création d'un poste

II- Suppression de poste : conformément à l'avis du Comité Technique du 22 mars 2017

Filière culturelle :

Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques: suppression d'un poste

III- Ouverture de poste à un agent non titulaire :

Un poste d'ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions d'Ingénieur Prévention au sein du service Prévention des risques professionnels.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 979.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Affaires sociales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Loiraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

**Dotation de Politique de la Ville 2017 - Convention cadre d'attribution de
subventions entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Autorisation de signature**

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation politique de la ville (ex-DDU) bénéficie, pour 2017, à 180 communes réunissant les trois conditions cumulatives suivantes :

- avoir été éligible à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) en 2016 ;
- présenter une proportion de population située en quartier prioritaire de la politique de la ville supérieure à 19% ;
- faire partie du périmètre d'intervention de l'ANRU au titre du Programme national de rénovation urbaine.

Lorsque la compétence en matière de politique de la ville a été transférée par une commune bénéficiaire à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), celui-ci peut bénéficier de la dotation politique de la ville pour le compte de cette commune.

A ce titre, par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2017 d'une dotation d'un montant de 4 588 350,75 €. Ces crédits feront l'objet d'une convention attributive de subventions entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Il est proposé de signer, dans un premier temps, une convention cadre entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'attribution de cette dotation politique de la Ville ; un avenant précisera dans un second temps, la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux. Ces projets (investissement ou fonctionnement) devront répondre aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions financés au titre de la DPV est celui de nos 12 quartiers politique de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention cadre d'attribution de subventions au titre de la dotation politique de la ville 2017, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 mars 2017

**Liste des annexes transmise en préfecture:
projet de convention attributive de subvention pour la DPV 2017.docx**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Relations internationales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commission n°2 Affaires
générales**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Toulouse fait sa Comédie le 22 avril 2017

Dans le cadre des opérations de tourisme réciproque entre la Ville de Montpellier et la Ville de Toulouse, se déroulera le 22 avril prochain de 10h à 19h sur l'Esplanade Charles de Gaulle, la manifestation « Toulouse fait sa Comédie ».

A cette occasion, un village toulousain sera installé présentant les diverses activités culturelles, gastronomiques et festives que la ville, capitale régionale peut proposer. Ainsi, il sera possible de partir à la découverte des sciences, de l'aéronautique et du spatial avec la participation de la Cité de l'Espace, du Musée Aéroscopia, de même que les montpelliérains pourront déguster notamment des produits locaux. L'Office de Tourisme de Toulouse et le Comité Départemental du Tourisme de la Haute-Garonne seront également présent lors de cette manifestation.

Par réciprocité, la Ville de Montpellier organisera à Toulouse, le 29 avril prochain, la manifestation « le Capitole de Montpellier » présentant aux toulousains l'offre culturelle, gastronomique et festive que propose la Ville de Montpellier et sa métropole avec la présence notamment du Musée Fabre, de la Panacée, du Fise....)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser à titre gracieux, l'occupation du domaine public du 21 au 23 avril sur l'Esplanade Charles de Gaulle dans le cadre de la manifestation intitulée « Toulouse fait sa Comédie » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout doucement relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 30 mars 2017**



ASSURANCE
Contrat flotte automobile SMACL 34.944/H
Avenant de régularisation n°6

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les véhicules de la ville prévoit une prime annuelle dont le montant est ajustable à chaque exercice en fonction de l'évolution du parc automobile ;
- Que la SMACL nous fait parvenir l'avenant de régularisation n°6 au contrat susvisé qui fait ressortir en faveur de la ville un crédit de 1 519,64 euros se décomposant comme suit :
 - 1 279,29 euros au titre de l'exercice 2016,
 - 240,35 euros au titre de l'exercice 2015 ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 6 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 1 519,64 euros ;
- De procéder au recouvrement de la somme précitée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03.03.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 29.03.2017
Notifiée le :



**Convention de location
Locaux situés 1 rue de la Barralerie, 49 cours
Gambetta, 1 route de Lavérune
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a été sollicitée pour mettre à disposition les locaux situés 1 rue de la Barralerie, 49 cours Gambetta et 1 route de Lavérune, pendant la période du 8 au 22 février 2017 ;
- Que ces locaux sont d'une superficie totale de 198 m²
- Que la convention de location est annexée à la présente décision ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention de location pour les locaux susvisés, du 8 au 22 février 2017, moyennant un loyer de 616€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 01.03.2017

Notifiée le :

Convention de partenariat
Conditions d'utilisation des installations sportives
« Jean SCIALO »

-
Comité d'Etablissement Régional SNCF – Ville de
Montpellier
1er Janvier 2017 – 31 Décembre 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2092 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de préciser les conditions normales d'utilisation des installations sportives « Jean SCIALO », comprenant un terrain de football, un bâtiment vestiaire, un éclairage et une piste d'athlétisme, et la rétrocession aux associations sportives de quartiers et aux scolaires suivant un planning précis.
- Que le Comité d'Etablissement Régional SNCF, propriétaire des installations sportives « Jean SCIALO », en particulier du terrain de football, accepte de mettre à disposition de la Ville comme suit :
 - Lundi, Jeudi et Vendredi : 8h00 – 19h00
 - Mardi : 8h00 – 18h00
 - Mercredi : 8h00 – 14h00

Décide en conséquence :

- De passer une convention de partenariat permettant de préciser les conditions d'utilisation des installations sportives « Jean SCIALO », avec le Comité d'Etablissement Régional SNCF, pour la période du 1^{er} Janvier 2017 au 31 Décembre 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07 . 03 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 11 . 03 . 2017
Notifiée le :

17



ASSURANCE
Sinistres inondations du 6 octobre 2014
Divers lieux
Acceptation d'indemnités de sinistre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n°2016/0019 du 20 janvier 2016 assurance sinistres catastrophes naturelles des 29 septembre 2014 et 6 octobre 2014 – divers lieux – évaluation des dommages ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre inondations du 6 octobre 2014, ayant donné lieu à l'arrêté interministériel du 4 novembre 2014, portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, des négociations ont été menées avec l'aide du cabinet GALTIER, expert de la ville, et les cabinets AIR EXPERT et ELEX, experts de la compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations, la SMACL propose une offre pour chacune des garanties suivantes et une offre spécifique pour le théâtre Jean VILAR :
 - Garantie inondation catastrophes naturelles : 307 959,00 € (dont honoraires d'expert : 13 456,00 €)
 - Garantie foudre : 26 172,00 € (dont honoraires d'expert : 1 054,00 €)
 - Théâtre Jean VILAR : 228 609,00 € (dont honoraires d'expert : 9 838,00 €)
- Que ces offres sont raisonnables et conformes aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- D'accepter les indemnités telles que précisées dans les lettres d'acceptation pour un montant de :
 - 307 959,00 € pour la garantie inondations catastrophes naturelles,
 - 26 172,00 € pour la garantie foudre,
 - 228 609,00 € pour le théâtre Jean VILAR ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03.03.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07.03.2017
Notifiée le :

MS

**RESPONSABILITE
COMMUNE DE MONTPELLIER / M. SIFER et
MME ROSA
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par requête en date du 06/09/2016, M. SIFER et MME ROSA ont demandé la désignation d'un expert dans le cadre d'un référé-constat aux fins de constater le niveau d'émission sonore du ROCKSTORE ;
- Que par ordonnance du 08/12/2016, l'expert DELAUNAY a été désigné et a déposé son rapport le 11/01/2017 ;
- Que par ordonnance de taxation en date du 19/01/2017, les frais d'expertise (2 967.44€) sont mis à la charge de M. SIFER et MME ROSA ;
- Que par requête en date du 02/02/2017, M. SIFER et MME ROSA demandent l'annulation de cette ordonnance de taxation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 03.03.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07.03.2017

Notifiée le :

ASSURANCE



Sinistres inondations du 29 septembre 2014

Divers lieux

Acceptation d'indemnités de sinistre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n°2016/0019 du 20 janvier 2016 assurance sinistres catastrophes naturelles des 29 septembre 2014 et 6 octobre 2014 – divers lieux – évaluation des dommages ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'à la suite des sinistres inondations du 29 septembre 2014, ayant donné lieu à l'arrêté interministériel du 8 novembre 2014, portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, des négociations ont été menées avec l'aide du cabinet GALTIER, expert de la ville, et le cabinet ELEX, expert de la compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations, la SMACL propose une offre pour chacune des garanties suivantes :
 - Garantie catastrophes naturelles : 778 286,00 €,
 - Garantie dégât des eaux : 107 042,00 €,(incluant les honoraires d'expert d'un montant de 32 561,00 €)
- Que ces offres sont raisonnables et conformes aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- D'accepter les montants d'indemnités tels que précisés dans les lettres d'acceptation pour un montant de :
 - 778 286,00 €, pour la garantie catastrophes naturelles,
 - 107 042,00 € pour la garantie dégât des eaux
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03.03.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 07.03.2017
Notifiée le :

**REFERE-EXPULSION
352 RUE DU MOULIN DES SEPT CANS
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville est propriétaire d'une maison située 352 rue du Moulin des sept cans de la et cadastrée EY 143 appartenant à son domaine privé ;
- Que la police municipale a constaté dans un rapport en date du 25 janvier 2017 que cette maison était irrégulièrement occupée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03.03.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 07.03.2017
Notifiée le :





Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2017/74



**REFERE-EXPULSION
ANCIENNES ARCHIVES DEPARTEMENTALES
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville est propriétaire, pour l'avoir acquis auprès du département de l'Hérault, du bâtiment des anciennes archives départementales sis 4 avenue de Castelnau et 40 rue Proudhon ;
- Que la police municipale a constaté dans plusieurs rapports que cette maison était irrégulièrement occupée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24. 02. 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 27. 02. 2017
Notifiée le :

Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier



Adhésions à 4 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville adhère à des associations et organismes pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années ;
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2017.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux associations et organismes suivants :

ASSOCIATIONS / ORGANISMES	MONTANTS
ALE - Agence Locale de l'énergie de Montpellier	1 762 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 426 €
ENERGY CITIES	2 500 €
ECOBATPLR - Centre de ressources régional de la construction, de l'aménagement durables en Languedoc-Roussillon	1 550 €

- De dire que la dépense correspondante sera imputée pour le montant total de 10 238€ sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville, chapitre 928.

Montpellier, le 16/03/2017

Monsieur le Premier adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 29 mars 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**



Renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant que :

- La Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de reconduire l'adhésion à l'**Association Finances – Gestion – Evaluation des Collectivités Territoriales AFIGESE** pour l'exercice 2017 comme suit :

Nom	Montant HT	TVA 20%	Montant TTC
Fabien DELCASSO	255,00 €	51,00 €	306,00 €
Christelle ROSE BONAUD	255,00 €	51,00 €	306,00 €
Michèle CUBIZOLLE	283,33 €	56,67 €	340,00 €
Vincent DOMEIZEL	283,33 €	56,67 €	340,00 €
TOTAL	1 076,66 €	215,34 €	1 292,00 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE pour un montant de 1 292 € TTC;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2017 en nature 6281, chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 16/03/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 29 mars 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

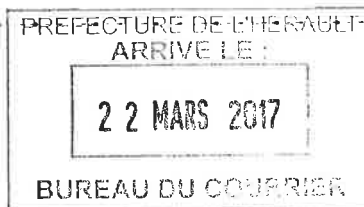
Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Cotisations à des organismes nationaux pour
l'année 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERENGUEVEN, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

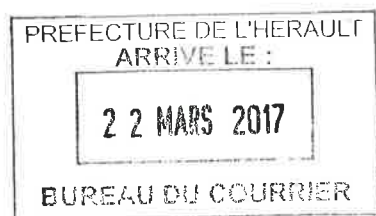
- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture » la Ville souhaite renouveler son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2017 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Association des Archivistes français	95 €
923	6281	Avenio utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
923	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE)	585 €
923	6281	Agence du Court Métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	664.72 €
923	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	100 €
923	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion	120 €

Décide en conséquence :

- D'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations correspondantes aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 1 824.72 € ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 22.03.2017
Madame l'Adjointe au maire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Sonia Kerangueven".

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 22.03.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

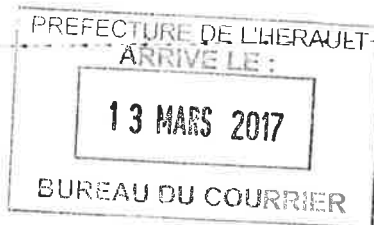
Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Systèmes d'Information

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier



**Technologies de l'Information et de la
Communication
Cotisation à un organisme national pour
l'année 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que depuis plusieurs années la Ville adhère à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales par le versement d'une cotisation ;
- Qu'il convient de confirmer notre adhésion auprès de cet organisme pour l'exercice 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation de 4 500 € à l'organisme ADULLACT ;
- De dire que la dépense d'un montant total de 4 500 € sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 920 – Nature 6281 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.03.2017
Monsieur le Premier adjoint



Max LEVITA

Publiée le : 13 MARS 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

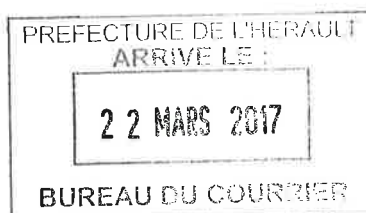
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier



Direction de l'Enfance
Régies de recettes et d'avances des
établissements de la petite enfance
Crèches et Haltes Garderies de la Ville de
Montpellier
R.A.M (Relais Assistantes Maternelles)
Modifications et création d'une régie d'avances

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision du 13 septembre 1995 instituant des régies de recettes et d'avances dans les crèches municipales et des régies de recettes uniquement dans les haltes-garderies et jardin d'enfants,
- Vu la décision n°2857 du 04 mars 2005 relative à la création d'un fond de caisse,
- Vu la décision n°4171 du 28 février 2007 relative à l'utilisation des Chèques Emploi Service Universel comme mode d'encaissement,
- Vu la décision n°4698 du 13 novembre 2007 relative à l'utilisation de la carte bancaire comme moyen d'encaissement,
- Vu la décision n°4762 du 11 décembre 2007 relative au montant maximum des encaisses,
- Vu la décision n°2013/0035 relative à l'extension des modes de paiements,
- Vu la décision n°2013/ 183 du 26 juin 2013, relative aux modes d'encaissements autorisés,

- Vu la décision n° 2014/0009 du 21 janvier 2014 relative aux modifications des haltes-garderies, du jardin d'enfant et des R.A.M,
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 09 mars 2017
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 7 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances

Considérant :

Que pour un meilleur fonctionnement des Relais Assistantes Maternelles (R.A.M), il est nécessaire de scinder l'entité RAM Antigone en RAM Antigone I et RAM Antigone II et de modifier l'adresse du Relais Assistantes Maternelles Mosson

Décide en conséquence :

- Que, article 1, les régies d'avances et de recettes de la petite enfance, ainsi que les régies d'avances uniquement, sont les suivantes :

Nom de l'établissement	Adresses	Type de régie
Crèche Les Elfes	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Les Petits Loups	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Agropolis	30, rue Jean-François-Breton 34090 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Antigone	10, rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Blanche Neige	17, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Cléonice Pouzin	64, rue Lunaret 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Edelweiss	21, rue Général Riu 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche la Petite Sirène	115, Avenue de Fès 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Françoise Dolto	5, rue du Père Cyprien Rome 34070 Montpellier	Avances et recettes
Crèche La Galinéta	31, rue des Avants-Monts 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Le Petit Prince de Boutonnet	20, rue Emile Littré 34090 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Les Sept Nains	2, impasse Petite Corraterie 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Louise Guiraud	35, rue de Tipasa 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Adélaïde Cambon	1, place Georges Frêche – 34270 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Pinocchio	16, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Robin des Bois	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Sophie Lagrèze	8, Rue Jacques Draparnaud 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Thérèse Sentis	655, avenue Maréchal Leclerc 34070 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie André Chamson	105, rue Gustave Eiffel 34070 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Europa-Assas	79, rue Eugène Labiche 34000 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie La Coupole	45, place Zeus 34000 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie La Maison des Enfants	1, rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	Avances et recettes

Halte-garderie les Chats Bottés	24, rue Jeanne de Charrin 34080 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Les Copains d' Abord	1, Place Jacques Brel 34080 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Les Coquelicots	151bis, Rue Pablo Cazals 34000 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie l'Île au Trésor	18, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis	67, rue des Razeteurs 34070 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Marie Poppins	82, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Mowgli	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Pitchot Nanet	11, rue des Tourterelles 34090 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie Villeneuve d' Angoulême	328, rue Fernandel 34070 Montpellier	Avances et recettes
Jardin d'enfants Les Boutons d'Or	42, avenue St-Lazare 34000 Montpellier	Avances et recettes
R.A.M. Antigone I	438, boulevard d'Antigone 34000 Montpellier	Avances
R.A.M. Antigone II	438, boulevard d'Antigone 34000 Montpellier	Avances
R.A.M. Croix d'Argent	635, rue Jacques Bounin 34070 Montpellier	Avances
R.A.M. Odyseum	280 bld Pénélope, 34000 Montpellier	Avances
R.A.M. Aiguelongue	2, rue des Tourterelles, 34000 Montpellier	Avances
R.A.M. Mosson	123, rue de Lausanne 34080 Montpellier	Avances
R.A.M. Saint Clément	311, avenue Saint Clément, 34080 Montpellier	Avances

- Que, article 2, les régies encaissent les produits des frais de garde
- Que, article 3, les recettes désignées à l'article 2 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire
 - Chèque
 - Carte Bancaire
 - Chèque Emploi Service Universel
 - Virement d'organismes sociaux
 - Paiement internet
 - Paiement serveur vocal

Ces recettes seront imputées au chapitre 926

- Que, article 4, les montants maxima des encaisses que les régisseurs sont autorisés à conserver sont fixés au tableau ci-dessous :

Nom de l'établissement	Nature de la régie	Encaisse
Crèche Les Elfes	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Les Petits Loups	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Agropolis	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Antigone	Avances et Recettes	13 000 €

Crèche Blanche Neige	Avances et Recettes	12 500 €
Crèche Cléonice Pouzin	Avances et Recettes	11 000 €
Crèche Edelweiss	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche la Petite Sirène	Avances et Recettes	17 500 €
Crèche Françoise Dolto	Avances et Recettes	14 500 €
Crèche La Galinéta	Avances et Recettes	16 000 €
Crèche Le Petit Prince de Boutonnet	Avances et Recettes	14 500 €
Crèche Les Sept Nains	Avances et Recettes	15 500 €
Crèche Louise Guiraud	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Adélaïde Cambon	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Pinocchio	Avances et Recettes	14 000 €
Crèche Robin des Bois	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Sophie Lagrèze	Avances et Recettes	16 500 €
Crèche Thérèse Sentis	Avances et Recettes	12 000 €
Halte-garderie André Chamson	Avances et Recettes	5 000 €
Halte-garderie Europa-Assas	Avances et Recettes	4 500 €
Halte-garderie La Coupole	Avances et Recettes	3 500 €
Halte-garderie La Maison des Enfants	Avances et Recettes	10 000 €
Halte-garderie les Chats Bottés	Avances et Recettes	3 500 €
Halte-garderie Les Copains d' Abord	Avances et Recettes	3 500 €
Halte-garderie Les Coquelicots	Avances et Recettes	6 000 €
Halte-garderie l'Ile au Trésor	Avances et Recettes	4 000 €
Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis	Avances et Recettes	4 500 €
Halte-garderie Marie Poppins	Avances et Recettes	3 500 €
Halte-garderie Mowgli	Avances et Recettes	4 500 €
Halte-garderie Pitchot Nanet	Avances et Recettes	4 500 €
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Avances et Recettes	6 000 €
Jardin d'enfants Les Boutons d'Or	Avances et Recettes	6 500 €

- Que, article 5, pour les régies de recettes, le fond de caisse mis à disposition de chaque régisseur s'élève à 20 €
- Que article 6, les régies d'avances et de recettes paient les dépenses suivantes :
 - Menues dépenses de fonctionnement
 - Dépenses alimentaires

Ces dépenses seront imputées au chapitre 926

- Que article 7, les dépenses désignées à l'article 6 seront payées selon les modes de règlement suivants :
 - Numéraire
 - Chèque
- Que article 8, pour les régies d'avances, le montant maximum de l'avance à consentir par régisseur est fixé à 150 € pour l'ensemble des crèches et haltes-garderies et pour les R.A.M. (Relais Assistantes Maternelles).
- Que article 9, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public, pour les crèches et haltes-garderies, et sera ouvert, pour les R.A.M. dans le cadre de la régie d'avance.
- Que article 10, les régisseurs versent auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées tous les mois et avant que le maximum de l'encaisse ne soit atteint.
- Que article 11, les régisseurs versent auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses, tous les mois, et avant que le montant des dépenses autorisées ne soit atteint.
- Que article 12, les régisseurs percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que article 13, les régisseurs sont assujettis à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que article 14, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17/03/2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 29 mars 2017

Notifiée le :

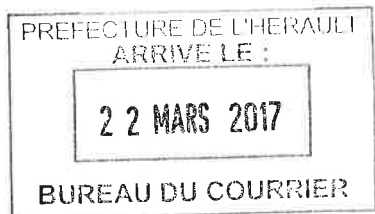
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**



**Direction de la Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et
environnement Urbain:
Modification de la régie d'avances "Droits des
stationnements":
Modification du montant de l'avance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2016/0056 du 29 février 2016 relative à la création de la régie d'avances des droits stationnements.
- Vu la décision n°2016/0431 du 14 décembre 2016 relative à la modification de la régie d'avances des droits de stationnements,

- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 28 février 2017,
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avances, il convient d'augmenter le montant de l'avance.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances Droits de stationnements, auprès de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique
- Que, article 2, la régie est située dans les locaux de la TAM, rue Fabrèges, 34000 Montpellier.
- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :
 - Carte oxygène défectueuse illisible et dont le solde ne peut être lu : remboursement dans la limite de 15 €.
 - Solde de la carte oxygène ou de l'horodateur embarqué nommé PIAF, dans les cas suivants : déménagement, renoncement à l'usage du véhicule, mauvais utilisation, décès du titulaire de l'abonnement...
 - Remboursement maximum de deux cartes à gratter mensuelle dans les cas suivants : déménagement, renoncement, à l'usage du véhicule, mauvaise utilisation, décès du titulaire de l'abonnement...
 - Remboursements suite aux incidents, annulations et erreurs de transactions Paybyphone aux usagers,
 - Reversement des facturations liées à l'envoi des SMS à la société Paybyphone.
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Numéraire,
 - Chèques,
 - Virement bancaire,
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds sera ouvert es qualité auprès du Trésor Public.
- Que, article 6, ce compte permet de payer les dépenses prévues par l'article 3.
- Que, article 7, le montant maximum de l'avance autorisée est fixé à 2 500 euros.**
- Que, article 8, le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.



Montpellier, le 14/03/2017
Monsieur le Premier adjoint


Max LEVITA

Publiée le : 29 mars 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

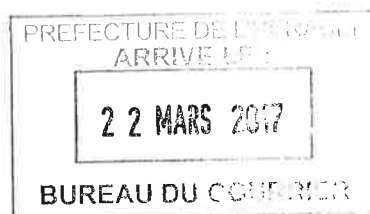
Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable



**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Ressources Humaines
Service Formation et Compétences
Modification de la régie d'avances "frais de
missions"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le Décret 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,
- Vu le Décret 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991

-Vu la Délibération 548 du 18 novembre 2008, relative aux modalités de remboursement des frais de missions

-Vu la Décision n° 544 du 18 octobre 1985, relative à création d'une régie d'avance « frais de mission »,

-Vu la Décision n°2013/0105 du 2 mai 2013, relative à l'augmentation du montant de l'avance,

- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 13 mars 2017,

- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- Qu'il convient d'une part d'apporter une correction à la formulation des articles 4 et 7 de la décision n° 2013/0105 et d'autre part de rajouter un mode de règlement.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenue une régie d'avances « frais de mission » à la Direction des Ressources Humaines, au sein du Service Formations et compétences.

- Que, article 2, cette régie est installée dans les locaux du Service Formations et Compétences, 1, place Georges Frêche, 34267, Montpellier Cedex2,

- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes dans la limite de 75 % du montant des frais prévus :

- Frais de transport et d'hébergement
- Frais d'alimentation et de restauration occasionnés par les déplacements des agents et élus envoyé en mission par la Ville.

La régie paie l'intégralité des dépenses suivantes :

- Droits d'entrées à des congrès et colloques de formation,

- Que, article 4, les **dépenses** désignées dans l'article 3 seront réglées selon les modes de règlements suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- **Virement.**

- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public et permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

- Que, article 6, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à : 4 000 euros.

- Que, article 7, le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

- Que, article 8, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 9, le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 10, l'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.



Montpellier/le 14/03/2017
Monsieur le Premier adjoint


Max LEVITA

Publiée le : 29 mars 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés réglementaires

Mars 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Marathon de Montpellier**

Arrêté n° 2017-T533

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que le **Marathon de Montpellier 2017** est programmé le 19 mars 2017 ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de l'organisation du Marathon de Montpellier, il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Le **19 mars 2017 de 08h00 à 15h00**, une priorité de passage est instituée pour les véhicules du service d'organisation et les participants du Marathon de Montpellier sur les voies désignées ci-dessous :

- Rue Léon Blum, Rue de l'Acropole, Rue Poséidon, Avenue Jacques Cartier,
- Pont Juvénal, Place Christophe Colomb, Avenue de la Pompignane,
- Rue des Marels, traversée du domaine de Grammont, Allée Manitas de Plata, Avenue Albert Einstein, Rue de la Mogère,
- Carrefour de Madrid, Boulevard Télémaque, Boulevard Pénélope, Carrefour de Londres, Avenue Nina Simone,
- Avenue Raymond Dugrand, Rue de Syracuse, Rue de Famagouste, Rue de Galata, Rue de Raguse,
- Avenue Marie de Montpellier, Pont Jean Zuccarelli, Avenue du Professeur Etienne Antonelli, Chemin de Moularès, Avenue du Pirée, Rue de Rhodes.

Article 3 :

Le **19 mars 2017 de 08h30 à 15h00**, la circulation est interdite le temps de passage des coureurs :

- Rue Léon Blum, Rue de l'Acropole et Rue Poséidon, dans leur partie comprise entre l'Avenue Jacques Cartier et le Boulevard de l'Aéroport International.

Article 4 :

Le **19 mars 2017 de 09h00 à 11h00**, la circulation est interdite :

- Avenue Jacques Cartier, dans sa partie comprise entre la Rue Poséidon et le Pont Juvenal ;
- Pont Juvénal ;
- Place Christophe Colomb ;
- aux débouchés sur la Place Christophe Colomb depuis la Rue Vendémiaire, l'Avenue Raymond Dugrand et l'Avenue Albert Einstein ;
- Avenue de la Pompignane, dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et la limite administrative de la commune, en direction de Castelnau le Lez ;
- aux débouchés sur l'Avenue de la Pompignane depuis la Rue Henri Pequet, l'Avenue Alphonse Juin, l'Avenue Saint André de Novigens et la Rue du Salaison.

Article 5 :

Le **19 mars 2017 de 09h00 à 10h45**, la circulation est interdite :

- Rue des Marels dans sa partie comprise entre la Rue Doscares et la Rue du Mas de l'Olivier ;
- sur la traversée du domaine de Gramont, dans sa partie comprise entre la Rue des Marels et l'Avenue Albert Einstein, via l'Allée Manitas de Plata ;

Article 6 :

Le **19 mars 2017 de 09h00 à 11h00**, la circulation est interdite :

- Avenue Albert Einstein, dans sa partie comprise entre la Rue de la Mogère et l'Avenue de Grammont ;
- Rue de la Mogère ;
- Carrefour de Madrid ;
- Boulevard Télémaque ;
- Boulevard Pénélope, dans sa partie comprise entre le Carrefour d'Alexandrie et le Carrefour de Londres.

Article 7 :

Le **19 mars 2017 de 09h15 à 11h30**, la circulation est interdite :

- Carrefour de Londres ;
- Avenue Nina Simone ;
- aux débouchés sur l'Avenue Nina Simone depuis la Rue de la Cavalade et la Rue du Mas Rouge.

Article 8 :

Le **19 mars 2017 de 09h30 à 12h00**, la circulation est interdite le temps de passage des coureurs :

- Avenue Théroigne de Méricourt, à hauteur du franchissement de l'Allée Abbé Pierre.

Article 9 :

Le **19 mars 2017 de 09h30 à 14h30**, la circulation est interdite :

- Avenue Raymond Dugrand, dans sa partie comprise entre l'Avenue Nina Simone et la limite administrative de la commune, à proximité du carrefour avec les Routes Départementales n° 58 et 21E6.

Article 10 :

Le **19 mars 2017 de 10h00 à 12h00**, la circulation est interdite :

- Rue de Galata ;
- Rue de Raguse.

Article 11 :

Le **19 mars 2017 de 12h00 à 15h00**, la circulation est interdite :

- Rue de Syracuse ;
- Rue de Famagouste.

Article 12 :

Le **19 mars 2017 de 10h00 à 15h00**, la circulation est interdite :

- Avenue Marie de Montpellier ;
- Pont Jean Zuccharelli ;
- Avenue du Professeur Etienne Antonelli, dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et le Pont Jean Zuccarelli ;
- Chemin de Moularès, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli et l'Avenue du Pirée ;
- Avenue du Pirée ;
- Rue de Rhodes, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pirée et l'Esplanade de l'Europe.

Article 13 :

La circulation des véhicules se fera selon les itinéraires de déviation mis en place.
L'organisateur devra prendre en compte la libre circulation des secours en toutes circonstances et pendant toute la durée de la fermeture des voies.

Article 14 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 15 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur du Marathon.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 17 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1er mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T540

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Charles de Coulomb**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement au réseau, à la demande de 3M-Régie des Eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, Rue Charles de Coulomb, entre le n° 1 et le n° 5, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, Rue Charles de Coulomb, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de la Régie des Eaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le . 017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T574

**Arrêté temporaire
Circulation alternée
Avenue Germaine Tillion**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de travaux de réparation de chaussée, il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Avenue Germaine Tillion, à hauteur du divergeant de l'îlot au carrefour avec l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse est limitée à 30 km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la l'entreprise MALET.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1er mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Avenue Georges Clémenceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement à la demande de l'entreprise RYSAP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **27 mars 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau sur l'emplacement de stationnement nécessaire aux emprises de travaux au droit du N°49, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal et Rue de Tarragone

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de fibre optique à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **22 mars 2017** inclus, l'Avenue du Pont Juvénal, entre le n° 46 et le n° 48 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **22 mars 2017** inclus, Rue de Tarragone au n° 2, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T577

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux d'eaux usées et d'eau potable à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, la Rue Paul Rimbaud, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Oasis et l'Avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises SOGEA, SOLATRAG, MALET et SUBTERRA.

ASS

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la mise en place d'une grue pour la réalisation des travaux du bâtiment "un jardin confidentiel" à la demande de la société COMET LANGUEDOC ROUSSILLON ;

Arrête :

Article 1er :

Rue de la Méditerranée, dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et la Rue Marie Muller :

- Le **14 mars 2017** la circulation est interdite. .
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de service public.
- Le **20 mars 2017** la circulation est interdite. .
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de service public.

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - la Rue de Tarragone
 - l'Avenue du Pont Juvénal
 - le Quai Laffite
 - la Rue Marie Muller

Article 3 :

Le **20 mars 2017**, Rue de la Méditerranée, entre le n° 50 et le n° 60, le stationnement est interdit.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 7 :

A compter du 14 mars 2017 et jusqu'au 20 mars 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de bâtiment "un jardin confidentiel" et à l'entreprise COMET LANGUEDOC ROUSSILLON sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

 **Monsieur l'Adjoint délégué**

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T579

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Place de l'Abbé Crébassol**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2017-T292 du **01 février 2017** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que la réglementation sur le stationnement décrite à l'arrêté 2017-272 ne permet pas au propriétaire du parking d'utiliser sa parcelle pour ses propres manifestations ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 mars 2017**, l'arrêté 2017-T292 du **01 février 2017** est abrogé.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Méditerranée et Rue d'Alsace

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la mise en place d'une protection de chantier pour un ravalement de façade à la demande de la société Nouvelle SANCHIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **09 mars 2017**, la circulation est interdite Rue d'Alsace, dans sa partie comprise entre la Rue de la Méditerranée et la Rue Pralon

Article 2 :

Le **09 mars 2017**, la circulation est interdite Rue de la Méditerranée, dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lattes et la Rue Isidore Girard

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Méditerranée, emprunte :

- la Rue du Pont de Lattes
- la Rue Henri René
- la Rue Louis Figuié
- la Rue du Pont de Lattes
- l'Avenue de Barcelone
- la Rue Isidore Girard

et se termine sur la Rue de la Méditerranée.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T581

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Boulevard Vieussens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau gaz, à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, le Boulevard Vieussens, entre le n° 2 et le n° 10 est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 Mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T582

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Henri Le Sidaner**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Hendi- Déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 mars 2017**, Henri Le Sidaner sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

le stationnement est autorisé sur la voie d'accès à cette rue, mais dans tous les cas ne devra pas entravé le bon déroulement de la circulation des riverains..

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Hendi Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T585

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Puech Villa**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de terrassement à la demande de l'entreprise BUESA.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 mars 2017** et jusqu'au **30 juin 2017** inclus, Rue de Puech Villa du n°99 au n° 233 des deux côtés de la chaussée, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BUESA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T586

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de l'Acropole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame PITANCE Nicole ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 mars 2017**, Rue de l'Acropole angle du 115 bd de l'aéroport international sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame PITANCE Nicole

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :


En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement de Madame Pitance Nicole, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T587

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de la Justice de Castelnaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau ERDF à la demande de ENEDIS.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **28 mars 2017** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnaud sur une distance de 30 m de part et d'autre n° 239 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SERPOLLET

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T588

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de l'Epire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de Déménagement à la demande de Monsieur BORG Marc ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 mars 2017**, Rue de l'Epire au droit du N°204 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur BORG Marc

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

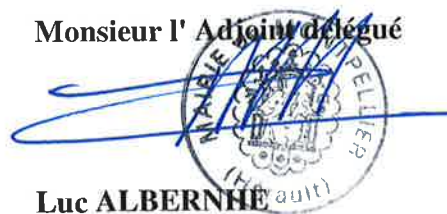
En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux Déménagements sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint/délégué



Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T591

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue d'Occitanie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de Organisation du village de l'Industrie à la demande de Madame Jacques Laurence

Arrête :

Article 1er :

Le **20 mars 2017**, Avenue d'Occitanie entre la route de Ganges et le N°99 rue de l'occitanie le stationnement est interdit de part et d'autres de chaque voies,
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de IUT de Montpellier

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and a central emblem. The signature is fluid and extends across the stamp.

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

125

Arrêté n° 2017-T593

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
CARNAVAL TASTAVIN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation défilé du carnaval 2017 ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 mars 2017**, Boulevard Pedro de Luna Jardí de demain au Lemasson, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 2 :

Le **25 mars 2017**, Boulevard Pedro de Luna, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 3 :

Le **25 mars 2017**, Rue de la Costa Brava, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 4 :

Le **25 mars 2017**, Place de Montserrat, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 5 :

Le **25 mars 2017**, Rue de Ripoll, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 6 :

Le **25 mars 2017**, Rue de la Costa Dorada, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 7 :

Le **25 mars 2017**, Boulevard Pedro de Luna, dans sa partie comprise entre la Rue de la Costa Dorada et l'Allée du Parc Tastavin, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00.**

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de .Centre Social Espace Famille ADAGES

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 11 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : **03 Mars 2017**

Arrêté n° 2017-T594

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Place Henri Krasucki
Soirée Pulp Fiction**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la manifestation "PASSOBURO DELOCALISE" à la demande de l'association " LES AMIS DE LA ROCHELLE " ;

Arrête :

Article 1er :

Le **31 mars 2017**, la circulation est interdite Place Henri Krasucki, dans sa partie comprise entre la Rue Marie Caizergues et la Rue d'Obsen
Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 0h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Henri Krasucki, emprunte :

- la Rue Marie Caizergues

et se termine sur la Rue des Abeilles.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Les Amis de la Rochelle

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Autorisation de stationnement
Cours Gambetta**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le chargement d'une oeuvre d'art du FRAC situé rue Rambaud ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 mars 2017**, Cours Gambetta, dans sa partie comprise entre la Rue de la Trente Deuxième et la Rue Chaptal, le stationnement est autorisé sur la voie bus au véhicule de l'entreprise INNOVIA, immatriculé EC591QV.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 12h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le **28 mars 2017**, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T immatriculé EC591QV, assigné au chargement d'une oeuvre d'art au FRAC rue Rambaud, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint Etienne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage d'un clip musical ;

Arrête :

Article 1er :

Les **8 et 9 avril 2017**, Rue Saint Etienne, dans sa partie comprise entre la Rue du Père Fabre et la Rue de Metz, la circulation et le stationnement sont interdits.
La déviation des véhicules se fera par la Rue du Père Fabre, la Rue Haguenot et la Rue de Metz.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place du Huit Mai 1945, Rue Raoux et Boulevard Renouvier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, le Boulevard Renouvier, dans sa partie comprise entre la Rue Raoux et la Place du Huit Mai 1945 est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Rue Raoux, le stationnement est interdit.

Article 3 :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, la Place du Huit Mai 1945, dans sa partie comprise entre l'Avenue Georges Clémenceau et la Rue Raoux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Spie.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **03 MARS 2017**

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Fouques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 mars 2017**, la circulation est interdite Rue Fouques

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par le Boulevard Renouvier, la Place du Huit Mai 1945 et l'Avenue Georges Clémenceau.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Spie.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de Pinville**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de forage à la demande de la Société IBM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 mars 2017 et jusqu'au 07 avril 2017 inclus, la Rue de Pinville côté pair est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- La circulation depuis la rue de La Vieille Poste vers la rue de Salaison et jusqu'à l'arrêt de Pinville est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur la voie contigüe dont le sens sera inversé pour la circonstance.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du 10 avril 2017 et jusqu'au 05 mai 2017 inclus, la Rue de Pinville dans sa partie comprise entre l'arrêt de bus Pinville et le rond point de la rue Pierre Séward est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Société IBM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Henri René

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une livraison de matériaux à la demande de Madame Pauline TRIQUET ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 mars 2017**, Rue Henri René au n° 37 sur 5 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 13h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de Madame Pauline TRIQUET.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T597

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Quatre Vents**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau ERDF à la demande de ENEDIS.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **31 mai 2017** inclus, la Rue des Quatre Vents Sur une distance de 30 m de part et d'autre du n°245 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SERPOLLET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Quai de Sauvages

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la mise en place d'une protection de chantier à la demande de la société NOUVELLE SANCHIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **09 mars 2017**, Quai de Sauvages au n° 3 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société NOUVELLE SANCHIS.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier



Arrêté n° 2017-T599

Arrêté temporaire Mesures de circulation Mail Alain Bashung, Rue de Cherchell, Rue du Grau, Avenue du Maréchal Leclerc et Rue Jean Vachet CARNAVAL Ecole Jean Cocteau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation , Carnaval école Jean Cocteau ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 mars 2017**, Rue Jean Vachet, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 11h00.**

Article 2 :

Le **28 mars 2017**, Rue du Grau, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 11h00.**

Article 3 :

Le **28 mars 2017**, Avenue du Maréchal Leclerc, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 11h00.**

Article 4 :

Le **28 mars 2017**, Mail Alain Bashung, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 11h00.**

Article 5 :

Le **28 mars 2017**, Rue de Cherchell retour école maternelle Jean Cocteau, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 11h00.**

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de La Directrice Madame BOCCIARELLI

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

A blue ink signature, appearing to be 'Luc ALBERNHE', written over a horizontal line.

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Delmas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de pose de fibre optique à la demande de Sogetrel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue Delmas des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue du Progrès et le Boulevard des Arceaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Delmas, dans sa partie comprise entre la Rue du Progrès et le Boulevard des Arceaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 3 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - la Rue du Progrès
 - la Rue Maillart
 - la Rue Duval-Jouve
 - la Rue Marioge
 - Boulevard des Arceaux

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sogetrel

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T601

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Pétètes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande du Service Espaces Verts.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, la Rue des Pétètes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de POUSSE CLANET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017



201

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Cimetière des Protestants

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déblaiement à la demande de Monsieur ALVERNHE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et **11 mars 2017** inclus, Rue du Cimetière des Protestants (arrière du 34 Bd de Strasbourg) à cheval sur le trottoir le stationnement sera toléré et cela, sans entraver le passage des piétons y compris leur sécurité .

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur ALVERNHE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

A compter du 6 Mars 2017 et le 11 Mars 2017, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de déblaiement sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 Mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNIER

Publié le :

03 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du
côté des numéros pairs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de grutage à la demande de Foncia Domitia ;

Arrête :

Article 1er :

Le **13 mars 2017 de 9h00 à 18h00**, sur l'allée accédant à la place de Thésalie située sur la contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs, la circulation est interdite pour permettre la mise en place des engins nécessaires au grutage.

Article 2 :

Le **13 mars 2017 de 9h00 à 18h00**, sur les 3 premières places de stationnement longitudinal de la contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs , le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FOSELEV.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 10 MARS 2017

205

Arrêté n° 2017-T605

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Plan d'Encombes
et Rue des Quatre Seigneurs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose du câble en fibre optique à la demande d'ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la Rue du Plan d'Encombes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la Rue des Quatre Seigneurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

20f

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Théroigne de Méricourt**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Mr CHARVET. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **07 mars 2017** inclus, Avenue Théroigne de Méricourt au niveau du 290 sur 2 places de stationnement, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr CHARVET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T607

**Arrêté temporaire
Limitation de vitesse
Avenue de la Liberté**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câbles à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **09 mars 2017** inclus, Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Colline et la Rue de la Taillade, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



2m

Arrêté n° 2017-T608

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Carnaval de quartier "La Martelle"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval de quartier La Martelle ;

Arrête :

Article 1er :

Le **11 mars 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Rue Viollet Le Duc ;
- l'Avenue de Monsieur Teste ;
- la Rue du Pont de Lavérune ;
- la Rue des Bouisses ;
- la Rue des Faïenciers ;
- la Rue Gustave Eiffel.

Ces dispositions sont applicables de 15h00 à 17h00 et seront appliqués à la diligence des services de police.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

LM

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T609

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Jalade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de câble optique à la demande d'ORANGE. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue de la Jalade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

214

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

08 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T610

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Moulin de Sémalen**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la livraison d'une grue à la demande de l'entreprise Groupe DARVER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 07 mars 2017 inclus, Rue du Moulin de Sémalen, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 07 mars 2017 inclus, Rue du Moulin de Sémalen, dans sa partie comprise entre la Rue d'Epidaure et la Rue de la Croix du Sud au droit numéro 417, la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.
Ces dispositions sont applicables de 8h00 à 18h00.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Buffon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de démontage d'une grue à tour à la demande de l'entreprise 3Z CONSTRUCTION ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **14 mars 2017** inclus, la Rue Buffon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **entre 9h00 et 12h00 et entre 13h00 et 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise 3Z CONSTRUCTION.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

08 MARS 2017



